



PHOTOS ROBERT MAILLOUX, La Presse
Ci-dessus, Philippe Baugniet, directeur de l'école secondaire Outremont. Ci-contre, de jeunes Russes qui fréquentent son établissement. Dans les écoles françaises de la CEPGM, les francophones de souche représentent à peine 10 à 15 p. cent de la clientèle.



Les enfants de la loi 101

« Pour les élèves allophones, parler français, c'est une honte », dit un enseignant



MICHELLE
QUIMET

À la cantine de l'école secondaire française Mont-Royal, les tables sont divisées par ethnies. Il y a la table des Grecs, celles des Haïtiens, des Vietnamiens, des Polonais, des Jamaïcains, des Latino-Américains, etc.

Mais il n'y a aucune table de Québécois francophones de souche.

Dans la plus grosse école française de la Commission des écoles protestantes du grand Montréal (CEPGM), située en bordure des quartiers chics de Mont-Royal, pas très loin de la rue Jean-Talon, il n'y a pas un seul Québécois francophone de souche sur les 930 élèves.

Dans les corridors, c'est la tour de Babel. On entend toutes les langues et tous les accents : grec, créole, anglais, polonais, vietnamien, russe, espagnol. Le français est très peu utilisé et les professeurs n'exigent plus depuis longtemps que leurs élèves parlent français.

En fait, ils ont baissé les bras. « Pour les élèves, parler français, c'est une honte, dit un enseignant. Ils trouvent que les Québécois parlent mal et que c'est un peuple de concierges. »

« On n'a pas un seul francophone de souche dans notre école, ajoute un de ses collègues. Qu'est-ce qu'on peut faire ? On n'est tout de même pas pour aller en chercher dans la rue ! »

« Comment voulez-vous promouvoir la culture québécoise francophone dans une école où il n'y a pas un seul francophone de souche, lance un autre enseignant. La loi 101 a créé des monstres linguistiques. »

Selon le Conseil scolaire de l'île de Montréal, « l'importance relative des élèves francophones baisse régulièrement depuis 1976 sur l'île de Montréal. De 59 p. cent qu'elle était à l'époque, la proportion des élèves de langue maternelle française dans l'ensemble des écoles est passée à moins de 50 p. cent (49,47 p. cent) en 1992-1993. Les élèves francophones des commissions scolaires de l'île de Montréal ne forment donc plus la majorité absolue de la population. »

Ce phénomène soulève de nombreuses questions, poursuit le Conseil scolaire. « Comment assurer la francisation et l'intégration harmonieuse des immigrants si la société d'accueil devient minoritaire, absente même dans certains secteurs de l'île ? Pour que la francisation et l'intégration aient des chances de succès, il faut une société d'accueil francophone,

majoritaire, bien en place, fière de ses origines, de sa langue et de sa culture. »

Des écoles ghettos ?

Mont-Royal est un cas extrême. Les écoles françaises de la CEPGM ont tout de même quelques francophones de souche dans leurs rangs, mais ils représentent à peine 10 à 15 p. cent de la clientèle totale.

Selon Serge Fontaine, un des responsables du secteur français à la CEPGM, trois écoles françaises — FACE, Maisonneuve et Rapides de Lachine — ont entre 50 et 80 p. cent de francophones de souche. Les 32 autres écoles sont à 90 p. cent et plus allophones.

L'école secondaire Outremont, située au cœur de la ville d'Outremont, boulevard Dollard, a environ 15 p. cent d'élèves francophones de souche, ce qui est nettement au-dessus de la moyenne, mais lorsqu'on se promène dans les corridors, on les cherche, les petits *pure laine*.

À la cantine, les tables sont plus « mélangées » qu'à l'école Mont-Royal. Dans un coin, par exemple, plusieurs élèves de secondaire III flânent en attendant que la cloche sonne. Autour de la table, il y a une Hongroise, une Américaine, une Juive, trois Polonais, un Birman, un Vietnamien, un Chinois et deux Québécois de souche qui ont l'air complètement perdus et intimidés par l'aplomb de leurs amis.

Même si la conversation commence en français, elle se termine presque invariablement en anglais. Lorsque les élèves parlent français, ils ont souvent un accent et ils cherchent leurs mots. Ils répondent aux questions de La Presse en français, mais dès qu'ils se parlent entre eux, ils passent à l'anglais.

Quand on leur demande pourquoi ils sont dans une école française, ils répondent, sans hésiter, qu'ils n'avaient pas le choix. « Nos parents ne sont pas Canadiens », expliquent-ils.

Même s'ils ne savent pas vraiment ce qu'est la loi 101, ils ont parfaitement compris qu'elle les oblige à aller à l'école française, ce qui est loin de leur plaire.

La CEPGM plutôt que la CECM

La loi 101, adoptée en 1977, a obligé les immigrants à fréquenter l'école française. Ils se sont naturellement tournés vers la CEPGM, réputée pour son esprit d'ouverture, boudant ainsi la très catholique CECM.

Avant l'adoption de la loi 101, le secteur français de la CEPGM était pratiquement inexistant. La CEPGM était une vénérable institution centenaire, un bastion de la communauté anglophone de Montréal, mais la

croissance phénoménale du secteur français, avec l'arrivée massive des allophones, a tout bouleversé.

En 1975, juste avant l'adoption de la loi 101, seuls 1281 élèves sur un total de 52 580 fréquentaient une école française, soit à peine 2,5 de la clientèle totale de la commission scolaire. Aujourd'hui, ce pourcentage a grimpé à 42 p. cent : des 31 412 élèves de la CEPGM, 13 233 fréquentent le secteur français.

Cette croissance fulgurante du secteur français ne s'est pas faite sans grincement de dents. Pendant que la CEPGM fermait des écoles anglaises (la population scolaire de l'île a constamment diminué depuis 25 ans et plus de 250 écoles ont dû fermer leurs portes à Montréal seulement), elle ouvrait des écoles françaises — au compte-gouttes, prétendent les mauvaises langues —, sous la poussée des immigrants.

Les parents se sont souvent plaints de l'attitude francophobe de la CEPGM, à tort ou à raison. Chose certaine, la commission scolaire est indéniablement anglophone. Lors des élections scolaires du 20 novembre dernier, un seul commissaire francophone sur 15 a été élu. Parmi les 14 autres, la moitié au moins ne parlent pas français ou le baragouinent péniblement. Le président de la commission scolaire, Alan Butler, est un unilingue anglophone.

La nomination récente d'Antonio Lacroce, un anglophone d'origine italienne, à la tête du secteur français, a jeté de l'huile sur le feu et attisé les frustrations des directeurs d'école, des enseignants et des parents du secteur français. M. Lacroce a une longue feuille de route au secteur anglais de la CEPGM, mais il n'a jamais travaillé au secteur français et il en ignore toutes les subtilités. De plus, son français n'est pas impeccable et il émaille ses phrases de nombreux anglicismes.

Le directeur de l'école Outremont, Philippe Baugniet, a d'ailleurs déclaré que cette nomination était une « aberration » et que les écoles françaises vivaient une « réalité très particulière ». « La plupart des élèves, explique-t-il, sont des allophones qui ne parlent pas très bien le français. En fait, ce sont de grosses classes d'accueil. »

Sur la ligne de front

Le ministre de l'Éducation, Jean Garon, a rencontré les professeurs du secteur français de la CEPGM, il y a quelques mois. « Il a été impressionné, affirme son attaché de presse, Simon Bégin. Ces enseignants sont sur la ligne de front. »

Les frustrations des enseignants sont profondes. Ils affirment que le secteur français est le parent pauvre de la commission scolaire et que les allophones sont plus choyés.

Ils se plaignent aussi du mépris que peuvent parfois afficher les élèves allophones pour la culture et la langue françaises.

« Ils trouvent que la culture québécoise est épouvantable et qu'on parle mal, dit Marie-Andrée, un professeur d'histoire de secondaire III à l'école Outremont. Ils sont antipéquistes et antinationalistes. Pour eux, on est des *frogs*. Il faut prendre leurs remarques avec un grand sens de l'humour ! Des fois, je suis la seule francophone de souche dans ma classe. L'exotisme, c'est moi. »

« Ils manifestent un refus global de la culture québécoise francophone de souche », conclut-elle.

Certains groupes ethniques ont une perception négative de la culture québécoise francophone, affirme Patrick, un collègue de Marie-Andrée qui enseigne l'informatique. Les Roumains, par exemple, sont très critiques et condescendants vis-à-vis de notre système scolaire et les Japonais nous trouvent trop permissifs. Ils sont ébahis par le peu de travail qu'ils ont à faire et par le rôle actif demandé aux élèves dans une classe. Pour eux, c'est inimaginable. »

« Les allophones trouvent nos jurons drôles, ajoute Clément, un professeur de français. Ils croient que le jol est un défaut, une inaptitude à parler français. Ils nous perçoivent comme des *underdogs* (perdants). »

À la cantine de l'école Outremont, les jeunes ne sont pas tendres lorsqu'ils parlent des Québécois de souche. Christina, une Hongroise inscrite en secondaire III, affirme que « la culture québécoise a besoin d'améliorations ».

En entendant sa remarque, ses amis s'esclaffent et hochent la tête en signe d'approbation. Encouragée, elle laisse tomber, légèrement méprisante : « Mais je connais des gens qui aiment la poutine. »

À l'école Mont-Royal, la réaction de certains élèves est plus mitigée, voire polie, alors que d'autres ne se gênent pas pour critiquer.

Dans les corridors, par exemple, il y a un groupe de filles qui discutent en anglais. Elles viennent de la Jamaïque, de l'Ouganda et de Trinidad.

« Entre nous, on parle toujours anglais. C'est normal, c'est notre langue maternelle, expliquent-elles. La culture québécoise ne nous intéresse pas, nous avons déjà notre propre culture. »

Elles ne regardent pas la télévision en français, elles ne veulent surtout pas aller dans un cégep francophone et dès qu'elles sortent de la classe, elles parlent anglais.

Les élèves grecs, qui forment la minorité la plus importante de l'école Mont-Royal, affirment que les Québécois de souche sont racistes. « Ils nous disent souvent de retourner dans notre pays », se plaignent-ils.

Plusieurs francophones de souche fuient les écoles de la CEPGM parce qu'elles sont trop multiethniques. « Les parents et les élèves n'ont pas d'ouverture face à ce type d'école », croit le directeur d'Outremont, Philippe Baugniet.

De piètres résultats

« Les allophones passent entre 10 et 20 mois en classe d'accueil pour apprendre le français, explique M. Baugniet, et après, on les envoie dans une classe régulière. Lorsque la majorité des élèves d'une classe provient de l'accueil, l'impact est désastreux sur le plan scolaire si les écoles fonctionnent de façon traditionnelle. Dans certains cas, il a fallu baisser les standards pour en arriver à un plus petit dénominateur commun. »

En français écrit, par exemple, les résultats sont désastreux. Lors des épreuves du ministère en juin 1994, 35,7 p. cent seulement des élèves de secondaire V de l'école Mont-Royal ont réussi leur examen alors que le taux de réussite est de 67,3 p. cent pour la CEPGM et de 85,4 p. cent pour l'ensemble de la province (en 1994, Outremont n'avait pas encore de secondaire V).

En secondaire IV, les résultats sont moins catastrophiques. L'école Outremont a obtenu un taux de réussite de 52,4 p. cent, Mont-Royal 57,2 p. cent, la CEPGM 83,5 p. cent et l'ensemble de la province 87,2 p. cent.

Quelle est la solution si les francophones de souche boudent les écoles multiethniques ? Faut-il se tourner vers le *busing*, cette expérience américaine qui consiste à transporter par autobus des élèves noirs dans des écoles de Blancs afin de casser les ghettos, expérience qui a échoué lamentablement à Boston en 1974, provoquant des émeutes raciales ?

Pour la CEPGM, le *busing* est exclu.

« Sur l'île de Montréal, le *busing* est pratiquement impossible à cause du poids numérique trop important des allophones, explique Serge Fontaine, un des responsables du secteur français. Il faudrait élargir le bassin et toucher les couronnes nord et sud de Montréal pour aller chercher la clientèle francophone de souche. Mais les parents, qui jouissent d'une école où il n'y a que 10 p. cent d'allophones, sont-ils prêts à voir leur école accueillir une clientèle multiethnique à 50 p. cent ? »

Selon M. Fontaine, le problème dépasse le simple cadre scolaire car tous ces allophones vont se retrouver un jour sur le marché du travail. « Alors, dit-il, il faut se poser une question : est-ce que la société est prête à les accepter à part entière ? »

M. Fontaine sait de quoi il parle. Il est un Québécois d'origine haïtienne.

ÉDITORIAL

La Presse

Paul Desmarais
président du conseil
d'administrationRoger D. Landry
président
et éditeurClaude Masson
éditeur adjointMarcel Desjardins
directeur de l'informationAlain Dubuc
éditorialiste en chef

Le lâcheur

Bien des gens ont cru déceler, dans le schisme que le chef du Bloc québécois est en train d'amorcer avec le premier ministre Parizeau, des similitudes avec la rupture entre Lucien Bouchard et le premier ministre Mulroney, au moment de l'échec de l'accord du lac Meech. Les ressemblances sont plus profondes qu'il n'y paraît.



À un premier niveau, il est assez clair que le chef du Bloc québécois s'apprête à quitter le bateau de la souveraineté formelle au moment où il est en train de couler, exactement comme il a quitté le navire du « beau risque », en 1990, quand il a découvert que l'accord de Meech ne passerait pas. Il y a évidemment là un « pattern », que certains décriront comme de l'opportunisme, tandis que d'autres y verront les manifestations d'une sagesse politique empreinte de lucidité.

Mais plus que ces virages tactiques eux-mêmes, ce qui est significatif, c'est la façon dont le bouillonnant politicien les négocie. Lucien Bouchard ne se contente pas de changer de cap : il profite de son virage pour affaiblir ses alliés d'hier et pour bâtir sa carrière sur leur dévouement. C'est ce qu'il a fait avec Brian Mulroney, et c'est ce qu'il semble amorcer avec Jacques Parizeau.

Rappelons-nous Meech. On pouvait très bien comprendre que le ministre conservateur d'alors qu'était Lucien Bouchard, blessé et indigné par le mouvement pancanadien d'opposition qui compromettait Meech, constate que le « beau risque » était un leurre et claquer la porte. Il partageait en cela la colère et la déception de bien des Québécois.

Mais Lucien Bouchard n'a pas seulement quitté le Parti conservateur qui l'avait accueilli, il a contribué à son écrasement en fondant un nouveau parti. Il n'a pas seulement quitté son allié et ami Brian Mulroney, il l'a attaqué assez injustement sur un échec dont il était loin d'être le grand responsable. On peut reprocher bien des choses à Brian Mulroney, mais pas de ne pas avoir essayé de donner sa place au Québec. À titre de comparaison, pensons à la retenue et au respect avec lequel Jacques Parizeau a quitté le gouvernement Lévesque, au moment du beau risque.

On assiste maintenant au même scénario. Encore une fois, c'est la perspective d'un échec qui pousse M. Bouchard à un virage, cette fois-ci parce que la souveraineté ne décolle pas. Encore une fois, M. Bouchard réussit à exprimer ses inquiétudes, pourtant légitimes, d'une façon qui ne peut que blesser et affaiblir Jacques Parizeau et affecter la solidité de son parti. Et encore une fois, M. Bouchard reproche à son allié la responsabilité de l'échec.

Il est vrai que M. Parizeau, relativement impopulaire, est le porteur d'une ligne dure sur la souveraineté, une intransigeance dont M. Bouchard semble maintenant vouloir se dissocier. Mais cette ligne dure, ce n'est pas seulement celle de Jacques Parizeau. Le chef bloquiste a lui aussi écarté les solutions moyennes en répétant que la souveraineté était un préalable incontournable à la recherche de tout nouveau statut pour le Québec et en faisant reposer sa démarche sur le fait qu'il ne fallait pas faire dépendre le devenir du Québec de la bonne volonté du reste du Canada.

Le problème des souverainistes, qu'ils soient du PQ ou du

Bloc, ne provient d'ailleurs pas de la stratégie et de la formulation de la question, qui décrit honnêtement le projet qu'ils ont en commun. Le vrai problème, c'est qu'une majorité de Québécois ne veut pas de la souveraineté. Et si l'on veut vraiment trouver des coupables, l'erreur de base en est une de lecture politique.

Certains ont cru, après l'échec de Meech, que la souveraineté, que l'on croyait presque morte et enterrée, était à portée de la main. Ils ont aussi cru que la colère et le nationalisme pouvaient se traduire en voix souverainistes. C'est ce qui a mené les souverainistes à adopter la stratégie triomphaliste qui nous mène au cul-de-sac actuel.

Et cette erreur, Jacques Parizeau n'est pas le seul à l'avoir faite. Lucien Bouchard est l'un des grands artisans de ce cafouillis. C'est lui qui, le premier, a sonné l'assaut, lors des élections fédérales. C'est aussi lui qui a défini sa victoire comme une première marche vers la souveraineté. C'est surtout lui qui a insufflé au courant souverainiste l'ardeur qui lui manquait.

Lucien Bouchard reproche donc à Jacques Parizeau une stratégie à qui il a lui-même donné ses lettres de noblesse. Et, comme en 1990, le chef bloquiste ne se limite pas à sauver la face. Il profite de son virage pour se placer les pieds en renforçant sa position politique au détriment de ses alliés. Cette trajectoire le distingue de celui qui lui sert de modèle, René Lévesque. On dit souvent que Lucien Bouchard, par son ambivalence, incarne l'âme québécoise. Mais il serait étonnant que les Québécois se reconnaissent dans la façon qu'il a d'abandonner la partie et ses amis.

Alain DUBUC

Pâques !

Chaque année, lorsqu'arrive Pâques, c'est réconfortant puisque synonyme de printemps, de beau temps, d'espoir, de vie, en même temps que c'est le début d'une série de congés qui rallongent les fins de semaine : Dollard ou Fête de la Reine, Saint-Jean-Baptiste, Fête du Canada, Fête du Travail et Action de grâce.



Pour des centaines de milliers de croyants qui, autrefois, étaient aussi pratiquants, Pâques rappelle — peut-être avec une certaine nostalgie — la semaine sainte, les jours saints, leurs rites et leurs rythmes, avec leurs longues et uniques cérémonies religieuses annuelles. Avec les fleurs, le chocolat et l'eau du matin de Pâques... et la robe, le chapeau, le costume et les souliers tout neufs.

Pour des centaines d'autres milliers de pratiquants d'aujourd'hui, Pâques conserve une signification particulière. Le Vendredi saint, depuis quelques années surtout, il y a ce retour dans les églises et les sanctuaires, ces manifestations extérieures de foi collective, comme hier à Montréal et partout au Québec, comme en Terre Sainte et à Rome, comme sur tous les continents qui célèbrent Pâques à leur façon.

Pâques n'est pas qu'un symbole du passé. La pâque chrétienne comme la pâque juive, qui cette année coïncident, sont des moments d'arrêt, des moments de rappel de ce qu'est ou de ce que doit être la vie, de ses origines, de ses valeurs, de ses objectifs. La précipitation de la vie quotidienne, l'accélération du temps, la vitesse du son empêchent ou évitent aux êtres humains de se regarder, de s'analyser, de se scruter pour voir où ils sont et dans quelle direction ils s'en vont face à la vie.

Pâques permet cet arrêt, cet examen de soi-même. On parle beaucoup des guerres fratricides à l'intérieur d'un même peuple, des guerres de religion et de langue, des guerres entre pays et nations. On est attristé par ce qui se passe à Sarajevo, au Burundi, au Rwanda, en Israël et en Palestine. Mais nous avons aussi nos propres guerres de violence verbale et physique envers les femmes, les enfants, les personnes âgées ; nos guerres de clochers entre voisins ; nos guerres ethniques et raciales par le refus d'accepter vraiment les autres qui se joignent à nous ; nos guerres transformées en meurtres de parents ou d'innocentes victimes ; nos guerres familiales qui sont souvent les plus difficiles, les plus souffrantes, les plus permanentes.

Peut-on rêver d'un monde idéal ? De la paix à toutes les personnes de bonne volonté ? De la cessation de toute guerre et de tout conflit entre individus et entre pays ? Ce serait utopique. Heureusement, la société actuelle, ici comme ailleurs dans le monde, est de plus en plus à la recherche de nouvelles valeurs de vie, à la recherche d'un nouvel ordre mondial basé sur la liberté, la justice, l'équité et l'éthique sociale, politique, morale et humaine.

C'est un signe encourageant pour l'avenir. Le retour du balancier, observé au plan international, à ses bons et ses mauvais côtés, ses limites et ses exagérations. Mais de partout est exprimé le besoin de vivre sur des bases solides, avec des valeurs et des convictions. Au fond de soi-même, tout le monde recherche le bonheur, le goût de vivre, la joie de vivre. Que les moyens soient différents, opposés, aux antipodes d'un individu à l'autre, l'important est que chaque être humain recherche le bonheur. Et le bonheur d'un individu ne peut se réaliser sans le bonheur de l'autre parce que quelqu'un ne peut être profondément heureux si son voisin est malheureux, souffrant, malade, démuni, découragé par la vie.

C'est un peu tout cela qu'inspire Pâques. Et cette fête universelle invite à la joie, à la sérénité, à la paix, à l'amitié, à l'affection, à l'amour, à l'entraide entre les membres d'une même famille, d'un même voisinage, d'une même parenté, d'un même peuple, d'une même nation, d'un même univers. Pâques, c'est la Résurrection ! C'est l'Alléluia ! C'est la Vie ! Si chacun des êtres pouvait s'approprier une parcelle de cette vie espérée tout en avalant un morceau du chocolat de Pâques.

Claude MASSON

Liaisons dangereuses

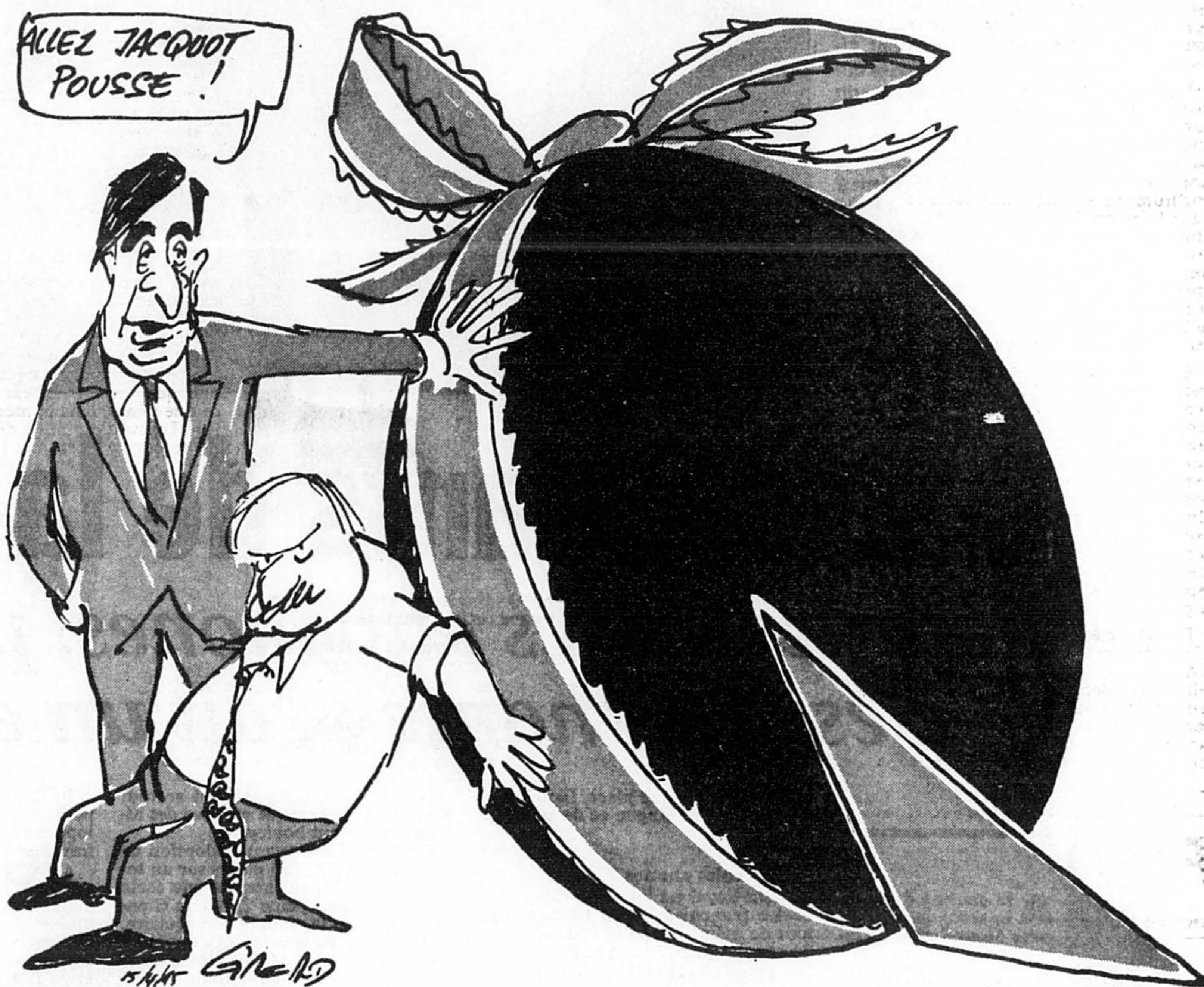
La tempête provoquée par les dépliants publiés par le gouvernement québécois pour expliquer « La question du Québec » aux Français révèle l'ambivalence que nourrit le Parti québécois envers le nationalisme étroit et défensif des derniers héritiers de l'abbé Groulx.



Le vice-premier ministre Bernard Landry a eu beau condamner le paragraphe le plus controversé de cette prose de propagande, cela ne change rien au fond de l'histoire. La rédaction des dépliants a été confiée à l'écrivain Jean-Ethier Blais. Dans un ouvrage publié en 1993, celui-ci faisait l'apologie du célèbre curé et de Charles Maurras, écrivain français d'extrême-droite, tout en notant qu'au Québec, « les Juifs sont le fer de lance de l'anglicisation ». Rien de moins.

D'une main, le PQ se tue à démontrer qu'il est porteur d'un nationalisme moderne et ouvert. De l'autre, il confie la tâche d'expliquer la lutte nationale des Québécois à un homme associé à une mouvance fascisante d'un autre temps. Cette persistance à maintenir des liaisons aussi douteuses est pour le moins troublante.

Agnès GRUDA



DROITS RÉSERVÉS

Le « virage » : un constat d'échec et une dévalorisation du projet souverainiste



MARCEL ADAM

La décision de Jacques Parizeau de ne pas déclencher ce printemps le référendum qu'il avait souhaité tenir beaucoup plus tôt après son élection, était un humiliant aveu d'échec : l'option souverainiste ne lève pas malgré tous les efforts et les moyens déployés par le gouvernement depuis décembre dernier.

L'idée lancée en fin de semaine par Lucien Bouchard, de proposer aux Québécois un projet souverainiste assorti d'une union économique à l'européenne entre le Québec et le Canada, n'est pas moins éloquent à cet égard.

Comment ne pas voir dans cette proposition-ultimatum de modifier le projet souverainiste de manière à le rendre plus acceptable à la majorité de la population, le geste désespéré de quelqu'un qui est prêt à tous les accommodements pour éviter l'échec ?

Lucien Bouchard se révèle cependant plus opportuniste et cynique que Jacques Parizeau, qui répugne à mettre de l'eau dans son vin et ne semble le faire que contraint par son monde.

Celui-ci est plus idéaliste et courageux que son dangereux allié, et davantage porté à travailler à infléchir l'opinion publique que de se laisser influencer par elle. Celui-là est plutôt de la race des politiciens caméléonesques de l'ère des sondages, qui prennent les couleurs changeantes de l'opinion publi-

que pour mieux satisfaire leur ambition.

Lucien Bouchard est non seulement prêt à tous les finasages rhétoriques et sémantiques pour rendre acceptable un projet impopulaire, il tient également à ce que le référendum ne soit tenu que lorsque les circonstances garantiront la victoire du camp du Oui.

« Si les fédéralistes pensent qu'on va faire un référendum perdant, ils vont attendre longtemps », dit-il.

Il parle comme si c'étaient les fédéralistes et non les péquistes qui avaient fixé l'horizon 1995 pour la tenue de cette consultation, comme si c'était au camp fédéraliste que cette promesse avait été faite plutôt qu'à la population québécoise.

L'engagement solennel et plusieurs fois réitéré de Jacques Parizeau de poser une question claire cette année, procédait de sa conviction que l'incertitude au sujet de l'avenir du Québec est très dommageable à son économie et que la question devait être tranchée dans un sens ou dans l'autre le plus tôt possible après l'arrivée du PQ au pouvoir.

De toute évidence, Lucien Bouchard n'est pas sensible à cet aspect des choses, lui qui, considérant que le mandat de Jean Chrétien prendra fin avant celui de Jacques Parizeau, serait prêt à attendre le moment propice, jusqu'en 1999 s'il le faut.

(M. Bouchard n'a manifestement pas retenu la leçon de l'erreur commise par son mentor René Lévesque et tire lui aussi des plans sur la comète. Compte tenu des échecs électoraux, Lévesque avait tablé sur le départ de Pierre Trudeau pour reporter son référendum en fin de mandat, dans

l'espoir de le tenir sous le règne d'un successeur moins redoutable. On connaît les conséquences de ce calcul.)

Chercher à obtenir une victoire du OUI à la faveur d'une conjoncture favorable mais passagère, par exemple à l'occasion d'un accès de mauvaise humeur ou de fièvre causé par un incident public qui aurait écorché la fierté des Francos-Québécois, ce n'est pas sérieux.

Des gens raisonnables ne brisent pas un couple ou ne compromettent pas une vie prospère dans un moment d'égarement émotif. C'est méprisable de tenter de circonvenir un peuple heureux et prudent en cherchant à lui faire jouer son avenir sur un coup de cœur ou de tête.

De plus, que vaudrait une victoire de l'option souverainiste obtenue sous de tels auspices, quelle valeur lui accorderaient ceux sur qui reposerait la réussite ou l'insuccès de cette entreprise ?

La proposition de Lucien Bouchard se veut un virage susceptible d'améliorer les chances de tenir un référendum gagnant, en promettant aux Québécois de maintenir l'espace économique auquel ils tiennent après l'accession à la souveraineté.

Le chef bloquiste propose donc le modèle européen, avec ses organismes communautaires de prise de décision. Il présente la chose de manière à faire croire aux non-initiés que ce type d'association n'occasionnerait pas la séparation du Québec du Canada.

M. Bouchard s'est bien gardé de préciser qu'une structure confédérale semblable à celle de l'Union européenne est impensable dans un partenariat à deux où le rapport démogra-

phique et économique serait de trois contre un.

Qui croira que le Canada, un pays rompu contre son gré par le départ du Québec, accepterait de former une association d'égal à égal avec lui ?

Si, par impossible, il acceptait un tel arrangement, de deux choses l'une. Ou bien le partenariat est paritaire et se pose alors le problème de l'arbitrage en cas d'impasse. Ou bien le poids des votes est comme en Europe proportionnel à la taille de chacun des États ; dans une telle éventualité le Québec serait toujours minoritaire, sa souveraineté un vain mot et sa situation pire que la première.

Mis devant ces objections, lors de sa conférence de presse, un Lucien Bouchard embarrassé a dû admettre qu'il n'avait pas réfléchi à tous les détails du fonctionnement de la nouvelle structure, qu'il faudra résoudre ces questions le cas échéant.

En mettant le doigt sur l'impraticabilité de l'idée avancée par Lucien Bouchard, le journaliste faisait réaliser qu'il n'est pas en reste d'astuce. Il parle comme si le Canada ne pourrait refuser une telle association, alors qu'il sait que son accomplissement est impossible à garantir du fait qu'il ne dépend pas que de la volonté de celui qui la proposerait.

Mais l'important pour lui c'est qu'avec sa proposition, les souverainistes ont tout à gagner et rien à perdre. Si les Québécois hésitants se laissent séduire par cette idée et qu'elle se réalise le Québec profitera des avantages de la fédération et de ceux de la sécession ; si elle n'aboutit pas, la souveraineté, elle, sera réalisée et c'est au fond ce qui compte.

OPINIONS

« Quelle étrange entreprise que celle de faire rire les honnêtes gens... »

...surtout quand ils enseignent à McGill et à l'UQAM

CHRISTIAN BOUCHARD

L'auteur est professeur de littérature au Collège Lafleche, à Trois-Rivières.

Dans la critique de l'École des femmes, Molière faisait déjà remarquer que « c'est une étrange entreprise que celle de faire rire les honnêtes gens ». Et quand ces honnêtes gens enseignent à l'université McGill et à l'UQAM, c'est une entreprise encore plus étrange. Vraiment ? Dans l'édition du Point du 3 avril dernier, le journaliste Alain Gravel s'est interrogé sur le succès remporté par Claude Meunier et ses personnages de La Petite Vie auprès des universitaires et des docteurs en lettres. Lumineux, vous dis-je, ce fut lumineux. Après ce reportage, on comprend pourquoi Meunier est sur les traces de Molière, mais surtout pourquoi les Monsieur Jourdain et leurs Précieuses ridicules sont de tous les temps.

Université McGill, une classe de littérature. Un étudiant aimerait connaître les raisons qui expliquent « l'immense popularité » de La Petite Vie. Réponse de son professeur, appelons-le M. Smith en hommage au théâtre de l'absurde : « L'humour est une thématique populaire au Québec. L'humour intéresse beaucoup le public, et un très vaste public. Donc, c'est déjà une première explication générale et structurelle. » C.q.f.d., et on reste béat d'admiration devant la sagacité d'un si illustre collègue.

Un peu plus tard, on se transporte cette fois à l'UQAM où le professeur André Carpentier nous montre des manuscrits de Meunier qu'il scrute à la loupe depuis quelques mois. Toujours pour le bénéfice de l'enquête, l'éminent confrère ajoute un élément de plus à la compréhension du phénomène de La Petite Vie : « Je crois (que Meunier) garde les meilleurs sujets. (...) Le reste, ça tombe. » Décidément, on est chez le père Ubu.

De retour à l'université McGill. C'est Mme Smith qui parle : « Après que soit (sic) devenue tellement célèbre La Petite Vie, je crois qu'on peut dire qu'en toute occurrence ici, on se trouve en face d'un texte qui présente d'une façon unique les situations de la



Pôpa et môman dans La Petite vie : un miroir social ou un miroir de notre inconscient ?

vie familiale, la thématique du pouvoir du père (...). Mais que diable allait-elle faire dans cette galère ? Et avec ce jargon. Et face à des étudiants médusés.

Rabelais fustigeait en son temps de tels précepteurs, car leur savoir n'était que sottise et leur sagesse, billevesées, abâtardissant les

nobles et bons esprits et flétrissant toute fleur de jeunesse. »

M. Smith vient à la rescousse et sonne l'hallali des grincheux : « À côté (du fil narratif) de la vie quotidienne banale, il y a un autre fil qui est au fond une réflexion. » Et voici nos deux tourtereaux roucoulant sur leur canapé

à l'heure de La Petite Vie, communiant à leur office du lundi soir ainsi que pratiquement 4 millions de téléspectateurs. Terrible. Terrible.

L'épisode tire à sa fin. Une étudiante de l'UQAM à la maîtrise, nous parle de son amour de Meunier, comme un autre, moins célèbre ici, aurait pu nous parler de son amour de Swann : « Meunier invente, pi y invente des mots, des slogans. Quand y a dit 'est effrayante' ou 'c'est songé', tout le monde emploie ces mots dans lesquels tous les Québécois se reconnaissent; tous les Québécois les emploient, ce pas rien. »

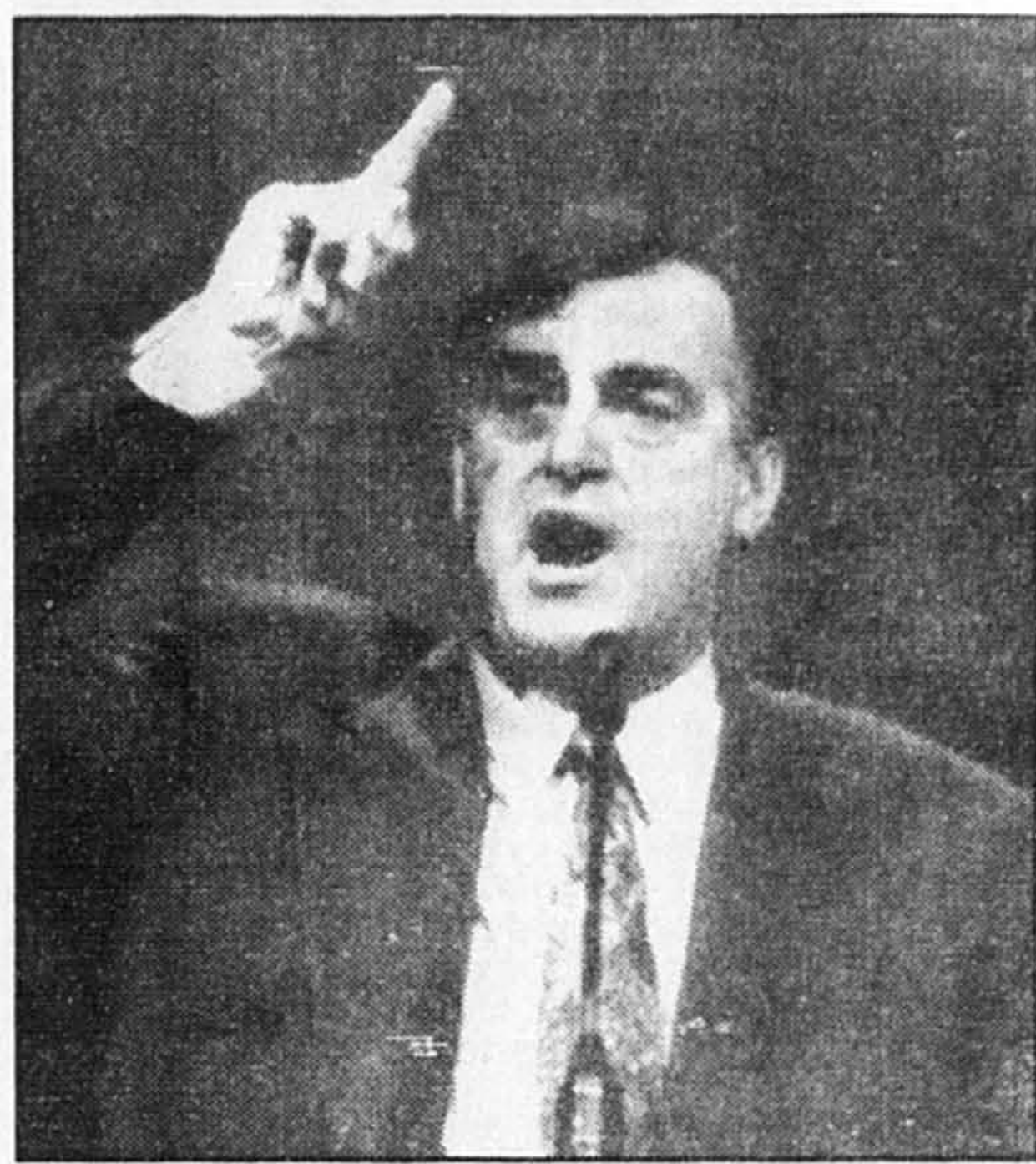
En effet, « ce pas rien ». Mais, madame, « tous les Québécois », c'est tout de même un peu court. Cependant, il se peut que je sois mauvais juge, ne voyant pas à l'instar de votre professeur Michèle Nevers que Meunier agit comme « un miroir de notre inconscient » et donc du mien, et que tout geste pour s'en écarter ressemble à une dérobade. Qu'elle soit un miroir social ou un miroir de notre inconscient, on n'échappe pas à La Petite Vie. Celle-là, « est effrayante ».

Meunier la-dedans. Il « donne de la job aux profs » et il sait que « ce le fun pour les étudiants ». Et il a raison.

Une étudiante le confirme : « Aller dépoussiérer des vieux classiques, à un moment donné on en a marre ». On réclame donc un auteur vivant, Mme Smith préciserait ici : « un moraliste ». Au fond, puisqu'il y a quand même un fond dans cette affaire, tout peut se résumer en paraphrasant Théophile Gautier : « Plutôt Meunier que l'ennui ». C'est d'ailleurs ce que pense dans le même reportage Louise Cousineau de La Presse après avoir constaté les piètres performances de notre télévision.

Voilà pourquoi Tarèse et Pôpa nous séduisent tant, ils nous libèrent de l'ennui. L'un est « après écrire un poème à sa fournaise » et l'autre entonne la litanie du pâté chinois : « steak haché, blé d'Inde, patates. » M. et Mme Smith célèbrent l'idéaliste et le grand écrivain. Le journaliste, un peu inquiet tout de même, interroge notre fin lettré : « Terrible, terrible, est effrayante, est-ce que c'est écrit ça ? » Réponse : « C'est écrit ça. » De la prose, vous dis-je, c'est de la prose.

Lettre de Toronto



Lucien Bouchard

Faut-il en rire ou en pleurer ?

Le président et éditeur du Toronto Star, John Honderich, et l'éditorialiste en chef de La Presse, Alain Dubuc, poursuivent ici leur correspondance sur les visions respectives du Canada et du Québec. La présente lettre de John Honderich paraît en anglais dans le Star.

Mon cher Alain, Faut-il rire ou pleurer des événements survenus cette semaine au Québec ? Après réflexion, je préfère en pleurer...

Pourquoi ? Parce que, d'un côté, les invectives et les ruminations de MM. Bouchard et Parizeau démontrent clairement que la machine souverainiste est détraquée.

Mais aussi parce qu'il n'est pas clair, vu d'ici, si le rêve de M. Bouchard d'une association renouvelée avec le Canada fait partie d'une nouvelle et astucieuse stratégie ou est la preuve indéniable d'une scission chez les souverainistes.

Au bout du compte, je ne crois pas que cela soit très important. En faisant remonter le dollar canadien, les marchés boursiers ont certes indiqué que le congrès du Bloc québécois signalait, à leur avis, le recul des souverainistes purs et durs. D'ailleurs, bon nombre de soi-disant experts annoncent déjà la mort du séparatisme.

On s'attendait donc à ce que le Canada anglais se réjouisse de la tournure des événements. Eh bien, tel n'est pas le cas. En fait, c'est même le contraire, si j'en juge d'après mon sondage personnel. Je m'explique. Jusqu'à présent, la majorité d'entre nous, au Canada anglais, avons accepté que seuls les Québécois et les Québécoises pouvaient choisir entre la souveraineté et le statu quo, que la balle était dans votre camp.

Certes, nous souhaitons que le Canada reste uni. Voilà pourquoi nous avons scrupuleusement observé la loi du silence pour éviter que tout commentaire soit mal interprété ou se retourne contre nous. Stratégie que, vous en conviendrez, nous avons réussi à observer jusqu'à présent.

Cette prise de position repose sur le principe fondamental suivant : seule la population du Québec détient le droit moral, voire politique, de choisir son destin au sein du Canada ou à l'extérieur du Canada.

Il vous faut choisir entre rester au Canada ou en sortir. Négocier la « reconstitution » du Canada est hors de question. Pourtant, c'est à cela qu'aspire Lucien Bouchard : recréer un pays de toutes pièces.

On parle désormais d'un parlement à l'europpéenne, de deux peuples égaux, d'une division moitié-moitié, de partage équitable.

Mais quand on a laissé entendre à M. Bouchard que le Canada anglais ne serait peut-être pas disposé à entreprendre une telle démarche, il a simplement répliqué que les enjeux économiques nous y forceraient.

Nous serions forcés, vraiment ? Ce n'est pas le son de cloche ici. Et que la population québécoise prenne de telles fadaïes au sérieux est difficile à croire.

D'abord, sa vision inexprimée d'un Canada anglais monolithique qui n'a qu'une seule opinion sur le Québec ne correspond nullement à la réalité.

Si le Québec devenait le partenaire égal du Canada, je soupçonne que l'Alberta et la Colombie-Britannique aspireraient au même titre. Deuxièmement, pour pouvoir renégocier, les deux parties doivent y consentir, ce dont M. Bouchard est parfaitement conscient. Or, personne ici n'a indiqué de quelque façon que ce soit le moindre intérêt à refaire le Canada.

Comme je vous l'ai déjà dit, le Canada anglais est beaucoup moins prêt qu'avant à transiger avec le Québec. En fait, l'attitude générale s'est considérablement durcie. Phénomène exacerbé par ce que j'appellerais le facteur d'épuisement, qui n'est pas négligeable. À l'instar de vos compatriotes, nous avons cru Parizeau sur parole lorsqu'il a affirmé qu'un référendum aurait lieu dans les 10 mois suivant son élection.

C'était un délai raisonnable. Mais, depuis, il a repoussé l'échéance à l'automne. Toujours en 1995, cependant. Et voilà que M. Bouchard insiste pour que le référendum soit reporté jusqu'à ce que la victoire soit assurée, quels que soient la question et les délais.

Comme vous vous en doutez, cette stratégie fonctionnera peut-être au Québec, mais, ailleurs au pays, elle n'engendre que ressentiment et frustration. Nous vivons en suspens depuis un certain temps déjà et les conséquences économiques persistent. L'incertitude favorise la hausse des taux d'intérêt et hypothécaires et entrave la croissance. Partout au pays, les citoyens et citoyennes savent qu'ils paient chèrement cette incertitude.

Plusieurs causes expliquent la précarité économique, dont le statut du Québec. Ici, cela se traduit, entre autres, par la débandade de l'industrie de la construction domiciliaire. Et ce n'est qu'un exemple.

Peut-être comprendrez-vous, à la lumière de ce qui précède, pourquoi j'ai eu envie de pleurer et non de rire face aux récents événements. Mais, comme d'habitude, nous attendrons la suite des événements et nous garderons au minimum nos interventions publiques.

Il est évident, toutefois, que Lucien Bouchard interprète mal l'humeur des Canadiens anglais. Mais je suis persuadé qu'il ne le sait que trop bien.

À la prochaine,

John

Françoise Loranger, un être de lumière

ANDRÉ RICARD

L'auteur est un dramaturge québécois.

Françoise Loranger s'est éteinte. Ce n'est pas un vain mot de le dire, car elle était véritablement un être de lumière. Le public le sait qui, nombreux, l'a suivie. Elle avait noué avec lui par la radio, alors en pleine expansion, puis elle trouvait accès à la télévision, à la scène ; elle publia aussi des nouvelles, un roman. Cette œuvre présente beaucoup d'unité. C'est le fruit d'une recherche passionnée sur le sens, d'une interrogation posée sur ce qui nous engage et nous sollicite avec le plus de véhémence : la réalisation de soi, l'amour, la perte, interrogation posée dans un accord sans réserve avec ce qui change et provoque en nous le changement.

Très tôt orientée vers la quête d'une sagesse, méprisant toutes les formes d'affectation, surtout la feinte indifférence et l'éloignement du commun, elle ne se détourna jamais de ce qui nous inspire et nous motive, individus et collectivité. Sa conviction était frémillante ; le débat l'enflammait, l'indignation la gagnait facilement : elle ne dédaignait pas alors de polémiquer pour se faire entendre. Cette chaleur de tempérament est un trait qui aura survécu jusqu'à la fin. De plus en plus petite et fragile, elle irradiait une force.

C'était une femme de sentiments délicats et de goûts raffinés, mais elle mettait au-dessus de tout la lucidité, et il arrivait qu'on la trouve un peu rugueuse au premier contact. Mais la franchise, elle l'exerçait d'abord envers elle-même, et elle l'exerçait parce qu'elle croyait en la personne. Elle tenait l'idéalisme en horreur, mais je l'ai toujours vue positive, sinon optimiste. Selon elle, il n'y avait pas besoin d'en remettre, la vie — qu'il fallait voir comme une sorte de jeu comportant ses règles — était riche de tout ce qu'on attendait d'elle. La vie était ce qui nous convenait à chacun.

Elle ne croyait pas aux idéaux, mais, plus modestement, au cheminement des uns et des autres à travers l'expérience particulière. Une part majeure de son énergie était tournée vers l'accomplissement spirituel. Et cela depuis sa première maturité, comme en témoignent ses interviews et ses œuvres. Mais elle cultivait un réalisme exemplaire. Ces deux veines, en fait, se croisaient en elle : la femme d'action ne cédait pas volontiers à celle qui entre en elle-même pour méditer. Une oscillation, pour elle, qui allait de soi, la montrant identique dans l'une ou l'autre de ses dispositions, avant tout définie par la qualité de présence qu'elle mettait dans chacune de ses rencontres, avec l'ineffable comme avec l'entourage.

Elle entraînait tout entière dans ce qu'elle faisait. On lui connaissait un don d'écoute comme en montrent quelquefois les écrivains, curieux des paysages intérieurs, des ressorts du caractère, mais chez elle, la présence était magétique, l'écoute aiguë et participative, car il

était dans sa nature de réagir avec vivacité aux propos qu'on lui tenait. Dans tous les cas fraternellement accueillante, elle était l'ennemie de la complaisance, et il lui arrivait de désarçonner celui ou celle qui chevauchait la chimère. Ses saillies, ses aspérités n'étaient pas le moins attachantes chez elle. L'interlocuteur les savait pénétrées de générosité, d'une affection sincèrement intéressée. Cette femme n'appréciait ni la sensiblerie, ni la nostalgie, ni l'agrémentation des faits.

Elle souhaitait avec ferveur que ses proches, que les gens en général acceptent de se regarder pour ce qu'ils sont et qu'ils endossent leur réalité pour la vivre. Tout de ce qu'elle a écrit est empreint de cette préoccupation, qui est l'envers même du fatalisme. Car c'est en se connaissant, en s'acceptant que le sujet commence à grandir : elle y croyait fermement, aussi bien pour les individus que pour la collectivité.

Sa carrière, pleine, durablement réussie, n'alla pas sans obstacles. Elle en parlait, lorsqu'on l'interrogeait, comme d'autres combats qu'elle a menés. Souvent, ce qui se présentait sous sa plume inquiétait les diffuseurs. Mais chaque fois qu'on lui donnait accès aux ondes ou à la scène, elle savait toucher le public, coïncider avec ses attentes. Cette reconnaissance pour un écrivain, est assurément garante d'un réconfort et d'une grande joie. Dans tous les cas, pour elle, il s'agissait de valoriser l'être dans sa capacité de souscrire à ce qu'il est et de se déterminer. C'était une noble poursuite, mais la dramaturge ne supportait pas le ton noble. Par-dessus tout, elle détestait qu'on prétende l'enfermer dans une attitude subliminale. Faisait-on mine de parler d'elle comme d'une grande dame du théâtre ou des ondes, elle en concevait de l'irritation. « Il faudra encore, disait-elle, avec son humour bourru, que je me montre grossière. » Mais en était-elle capable ?

Cette artiste qui se méfiait de l'esthétisme comme de la peste, nous l'avons connue invinciblement envahie d'harmonie. Elle aimait la ville, sa densité, sa fièvre, et elle aimait la campagne aussi bien. Elle a vécu tantôt ici, tantôt là, trouvant partout à s'épanouir, entourée des personnes qui comptaient pour elle, et habile à tirer un heureux parti de toutes les situations.

Tous deux, Jean et elle, lui architecte et constructeur, elle dont la première formation avait été l'arrangement des intérieurs, tous deux s'entendaient à découvrir les sites les plus inspirants et à les habiter avec grâce. C'étaient de grandes maisons, perdues dans les feuillies, et regardant des plans d'eau. Des maisons recueillies et vivantes, des maisons sereines, claires, pleines de livres.

Quand c'était la demeure principale, ils accordaient un soin égal à ordonner les alentours. Françoise consacrait aux soins du jardinage, à la composition des massifs, au mariage des couleurs, à la variété, aux alternances... autant d'exactitude qu'elle en mettait à écrire, autant de constance. Peut-être même, dans la



Françoise Loranger

contemplation qui suivait ses efforts, y trouvait-elle plus de satisfaction.

La présence à la nature, sans doute, s'était modifiée avec les années. Elle avait dû renoncer à battre à pied la campagne, mais elle gardait avec Jean des parcours obligés où celui-ci la conduisait chaque année sur les deux rives du fleuve, dans Charlevoix, où elle avait écrit « Mathieu », à Percé, témoin depuis les débuts, je crois, de leur profond et indéfectible attachement. Percé où elle s'absorbait quotidiennement face à la mer lors des séjours prolongés qu'ils y faisaient.

Françoise nous quitte, et il est aussi banal qu'exact de dire qu'elle vit dans ses livres, dans les réalisations qu'on en a tirées, dans notre souvenir à nous qui lui devons tant. Était-ce parce que le jeu des apparences l'avait fascinée qu'elle avait été attirée par la fiction, par le théâtre ? Mieux que personne elle avait compris que la perception de chacun invente un monde à sa mesure. Comment ne pas entrer dans la persuasion qui l'a littéralement fait vivre, la persuasion que notre aventure de ce côté-ci des apparences est une étape dans un cheminement vers d'autres stades de conscience, un parcours où on l'aura vu avancer avec vaillance et que sa propre perception contribue sans doute à définir plus loin. Je voudrais offrir des condoléances à Jean, aux enfants et aux petits-enfants, aux intimes. Mais comment faire ? J'ai appris avec stupeur que Françoise était morte. Je ne l'ai jamais cru.

Dure semaine pour les souverainistes



DENIS LESSARD
du bureau de La Presse
QUÉBEC

On va sans doute essayer les plâtres la semaine prochaine, poncer les arrêtes trop évidentes entre les stratégies. Mais les événements des derniers jours ont montré la fragilité de la coalition entre Jacques Parizeau et Lucien Bouchard.

Coup dur, d'abord, pour Parizeau et son autorité. Car sa réaction épidermique au présumé « virage » réclamé par le chef bloquiste, a révélé qu'il réprouvait viscéralement l'idée de préciser le contenu d'une association politique entre le Québec et le Canada anglais, avant la tenue du référendum.

En début de semaine, dans les officines du PQ on insistait pour dire qu'il n'y avait rien de nouveau sous le soleil. Le « conseil parlementaire » se trouvait déjà dans le manifeste du Bloc de 1993 — Un nouveau parti pour l'étape décisive — même s'il n'avait guère attiré l'attention. Un manifeste péquiste — Le Québec dans un monde nouveau —, publié la même année, évoquait aussi une série de mécanismes calqués sur le modèle européen, autant de pistes pour le lendemain d'un référendum. Mais d'autres vétérans péquistes expliquaient ne pas comprendre que M. Parizeau n'ait pas tout de suite sauté sur la perche que lui tendait Lucien Bouchard. Celui-ci savait depuis une semaine que le « virage » allait être proposé, même si la phrase choc n'a été introduite et présentée au chef de cabinet de Parizeau, Jean Royer, qu'une heure avant le discours d'ouverture du congrès du Bloc.

M. Parizeau a commencé la semaine en frappant sur la table, rappelant qu'il n'y avait « qu'un seul premier ministre à la fois », et que les propositions du Bloc seraient « œuvres utiles », mais au lendemain d'un référendum gagnant.

Lundi, même topo, Parizeau admet publiquement la « bisbille », mais derrière les portes closes, en présence de Lucien Bouchard, il soutient que l'idée de parler d'association politique avant le référendum n'était pas « fondamentale » dans la décision que prendront les Québécois. Dans les rangs du PQ, des organisateurs sont perplexes, la souveraineté ne « lève » guère dans les sondages, et il est certain que d'ajouter la dimension de « l'association » permet de « ratisser plus large » dans l'opinion publique : « C'est cinq points de plus dans les sondages », lance-t-on.

Loin de vouloir ébranler l'autorité de Parizeau, Lucien Bouchard voulait avant tout, explique-t-on, que le chef souverainiste ne tienne pas son appui pour acquis. Bouchard n'avait pas même été consulté pour concevoir « l'astuce » du dépôt d'un projet de loi et de la tenue de commissions régionales, indique-t-on. Fidèle au mode de fonctionnement qu'il a toujours adopté, Parizeau s'en remet à un cercle très restreint de conseillers, tous convaincus que Jacques Parizeau détient un « copyright sur la souveraineté ». En fait, hormis Parizeau, seuls son épouse Lisette Lapointe et son chef de cabinet Jean Royer ont



PHOTO ROBERT SKINNER, La Presse

Les événements des derniers jours ont montré la fragilité de la coalition entre les leaders souverainistes Jacques Parizeau et Lucien Bouchard.

vraiment la mainmise sur les orientations du gouvernement quant à la souveraineté.

Toute la semaine, le principal organisateur du Bloc, Bob Dufour, joignait les organisateurs du PQ au téléphone pour évaluer l'appui que trouvait le « virage » proposé par Bouchard dans les troupes péquistes tout en les rassurant sur les intentions réelles du chef bloquiste. Le « virage » de Lucien Bouchard passait plutôt bien, mais plusieurs ont avalé de travers la mise en garde du chef bloquiste quand, à la radio, il a indiqué qu'il ne serait pas partant dans une campagne sans chances de l'emporter, explique-t-on au PQ.

Parizeau a mal évalué son caucus

Visiblement, Jacques Parizeau, par son refus spontané de la proposition de Bouchard, n'avait pas prévu que très rapidement, plusieurs élus péquistes s'engouffreraient dans la porte que venait d'ouvrir Lucien Bouchard.

Personne ne conteste l'autorité de Parizeau. Un premier ministre a suffisamment de pouvoir pour fermer le clapet de n'importe quel élu, même atteint de « l'ivresse du micro ». Mais

curieusement, ceux qui, avec Lévesque, avaient accepté le « beau risque » en 1984, se sont spontanément retrouvés parmi les plus favorables au « virage », au changement de stratégie avancé par Lucien Bouchard.

« C'est un sacré coup de main », dira Bernard Landry en parlant de la proposition qui, deux jours plus tôt, n'avait suscité que la moue désapprobative du chef.

Ceux qui avaient suivi Pierre Marc Johnson sur la voie de « l'affirmation nationale », c'était très prévisible, abondaient dans le même sens.

Quarante-huit heures plus tard, « plus humble » dit-on, devant son caucus, à huis clos, Jacques Parizeau jetait un peu de lest sans trop laisser prévoir sa décision. Les députés auront toute la latitude pour débattre de la stratégie référendaire avant que le gouvernement ne décide, a promis le chef péquiste, selon un député. La passe d'armes avec Lucien Bouchard a été « éprouvante du point de vue personnel » pour Jacques Parizeau.

Pourquoi a-t-il refusé une proposition bien accueillie par plusieurs de ses ministres ? Simplement parce qu'après avoir confié le mandat aux commissions régionales de revenir avec le pouls de la population, il ne

pouvait décemment, avant le dépôt de leur rapport mercredi prochain, prendre les devants, et orienter le débat, a-t-il expliqué.

Il n'en avait pas moins annoncé que le référendum n'aurait pas lieu tout de suite.

L'union économique

M. Parizeau n'a pas dit que le rapport de la commission nationale comprendrait les ingrédients souhaités par Lucien Bouchard, mais tous ont compris que le document permettrait un rapprochement entre les deux thèses.

En fait, le texte prêt depuis le 5 avril, propose la souveraineté assortie d'une union économique avec le Canada anglais. On insiste beaucoup sur la nécessité de proposer un « projet de société » aux citoyens. Sur le plan de l'association politique, on ne ferme pas la porte, mais on ne précise pas les mécanismes comme Lucien Bouchard. « On dit que l'on verra plus tard si c'est utile, et nécessaire pour l'union économique », a confié un commissaire.

Le rapport de la commission nationale lui laissera les coudées passablement franches, s'il désire ou non se rapprocher de Lucien Bouchard.

Parizeau ne pourra s'appuyer sur les positions de son parti : Monique Simard, vice-présidente du PQ, a soutenu quelques jours plus tôt qu'il n'était pas question de faire des propositions d'association au Canada anglais avant la tenue du référendum.

En s'ouvrant sur la nécessité de parler de l'association politique avec le Canada anglais, Lucien Bouchard réanimait de vieux démons que le PQ croyait avoir définitivement rangés au placard. À l'époque de René Lévesque, « l'association » était devenue si étroitement liée à la souveraineté qu'elle en était le passage obligé. Ce « piège du trait d'union » fait encore blêmir les péquistes. C'est d'ailleurs, spontanément, l'objection qu'a d'abord soulevée Jacques Parizeau, en commentant le « virage » du Bloc.

La semaine dernière, le décor s'est mis en place pour un drame. Bien des péquistes espèrent encore que Jacques Parizeau saisisse la perche tendue par Lucien Bouchard. Il n'aura pas le choix, prédisent certains.

Prochain épisode, le 27 avril, soit la date limite pour le dépôt des propositions des associations de comté, en prévision du conseil national du 27 mai, l'instance par excellence au sein du PQ.

Un visiteur intrigué par l'onde de choc Bouchard



GÉRALD LEBLANC

« C'est incroyable : même les chauffeurs de taxi en parlent ! »

En visite à Montréal depuis six jours, Robert Young n'en revenait pas de l'importance prise par la sortie de Bouchard.

Le professeur Young n'est pourtant pas n'importe quel visiteur : c'est un des Canadiens anglais les mieux informés sur le Québec, où il a vécu et dont il parle couramment la langue.

Robert a neuf ans quand son père est muté de Toronto au siège social de la CIL à Montréal, en 1959 : école à Beaconsfield — « on y entendait alors très peu de français » — et université à McGill, avec une thèse de maîtrise sur le Canada face à un Québec souverain.

Près de 25 ans plus tard, le professeur Young publiait, en février, un imposant volume sur le même sujet, qualifié de meilleur ouvrage par Jeffrey Simpson du *Globe and Mail*.

C'était pour le lancement de la traduction française que M. Young était à Montréal cette semaine, mais aussi pour deux autres raisons : la poursuite d'une recherche avec André Blais de l'UdM et le congrès du Bloc québécois, auquel il était invité, comme il avait été invité au caucus du PQ, en mars à Drummondville.

Bouchard le provocateur

Le chercheur ontarien a été impressionné par l'organisation soignée des assises du Bloc et surtout par l'ascendant personnel de Lucien Bouchard, qui voulait élargir le bassin souverainiste.

« Le PQ avait, dit-il, perdu confiance en la rentabilité de son projet, en raison des sondages défavorables et

des craintes soulevées dans les commissions régionales, particulièrement sur l'incertitude d'une association économique avec le Canada.

« On commençait à tourner le projet en ridicule — le pire ennemi des politiciens — en suggérant des questions du genre : êtes-vous favorable à une loterie dans un Québec indépendant ? Bouchard a relancé le débat, en mettant en péril la tenue du référendum. »

Comment réagit le Canada anglais ?

« Au Canada, l'affaire est classée et les gens respirent, comme on peut le constater dans les conversations ou dans les journaux : on prend, à tort selon moi, la déroute comme un fait accompli. »

« L'obstacle économique peut être levé par l'assurance de l'association — la stratégie fédéraliste est de la nier — ou en la surmontant par une poussée de fierté et de besoin de respect. Et, Bouchard est l'homme qui peut provoquer la polarisation. »

« Au Québec, ses partisans ont confiance en lui et lui vouent une loyauté à toute épreuve, même quand ils se sentent pousser dans le dos, comme dimanche au congrès. Un récent sondage indiquait que même parmi les fédéralistes du Québec, une majorité le considérait comme le meilleur leader sur la question constitutionnelle. »

« Au Canada, cependant Bouchard est un provocateur qui fait monter la tension, bien plus que Parizeau, plus calme et plus sympathique. Lors de son voyage dans l'Ouest, la présence de Bouchard aux tribunes téléphoniques modifiait le tempo et intensifiait l'agressivité. Plus on rejettait Bouchard, plus les fédéralistes mous se sentaient rejetés et se durciraient. »

Sous le couvert des scénarios

Nous voilà en plein marécage des scénarios, la mise en scène des acteurs en essayant de prévoir leurs comportements et de prédire l'avenir. Souvent selon ses désirs, on arrive à



PHOTO PIERRE McCANN, La Presse

Le professeur Robert Young, un des Canadiens anglais les mieux informés sur le Québec.

prédire le meilleur — la transition cordiale — ou le pire — la guerre civile.

Le livre du professeur Young porte justement sur la réaction du Canada anglais, en s'attardant sur la période cruciale de la transition vers l'indépendance du Québec. Il fait une revue d'une vingtaine d'études récentes au Canada anglais, une production qui contraste avec la consigne du silence des leaders politiques. Le *Globe and Mail* publie une série sur cette étonnante production.

On trouve également dans le livre l'analyse comparative de trois cas de sécessions pacifiques : Hongrie-Autriche en 1867, Suède-Norvège en 1905, Singapour-Malaisie en 1965.

L'auteur dégage 13 caractéristiques des ruptures pacifiques : la sécession

fait suite à de longues querelles constitutionnelles, l'État sécessionniste déclare son intention de se retirer, l'État « prédecesseur » accepte le principe de la sécession, la sécession est un événement majeur et bouleversant... rapidité d'exécution : moins de huit mois pour la Hongrie, la Norvège ou la Slovaquie.

Le professeur Young consacre un chapitre entier au récent divorce des Tchèques et des Slovaques, en janvier 93. Un récit passionnant de l'évolution du dossier où deux hommes, le slovaque Meciar et le tchèque Klaus, ont joué un rôle déterminant pour polariser l'opinion publique contre l'autre camp.

Scénario rose pour le Québec

Pour le cas du Québec, Young choisit le scénario d'un règlement pacifique et relativement harmonieux, sans cacher les possibles déraillements en cours de route et les problèmes économiques en réserve pour le Canada et, encore plus, pour le Québec.

« C'est le scénario qui m'apparaissait le plus probable. Je suis en faveur du maintien du lien canadien — on a omis cette mention dans la traduction française — mais je ne suis pas un acteur : je ne voterai pas au référendum et j'ai la sécurité d'emploi à mon université. Le fait que le fédéraliste Jeffrey Simpson et le souverainiste François Rocher aient salué ma contribution réconforte ma prétention de neutralité. »

Le professeur Young admet cependant que tout scénario est contestable puisqu'il repose sur le comportement présumé d'acteurs dont la conduite est finalement imprévisible.

« Fédéralistes et souverainistes desinent à l'envie des scénarios d'avenir, en espérant influencer les attentes et le comportement des citoyens », écrivait-il déjà dans son livre.

Il est évident, selon lui, que plusieurs auteurs de scénarios sont des acteurs qui veulent influencer le débat, autant Daniel Turp que Marcel

Côté au Québec, David Bercuson et Gordon Gibson au Canada anglais, les instituts C.D. Howe et Fraser.

« Même les scénarios reposant sur les désirs des auteurs sont utiles, car ils permettent de voir la gamme des possibilités et de faire un choix éclairé, en sachant que ce choix sera toujours contestable, car il est difficile d'en établir la probabilité. »

Mauvais « timing »

L'ouvrage ne devait pas être un livre mais un exposé d'une cinquantaine de pages que Robert Young avait le mandat de produire pour l'Institut des relations intergouvernementales de l'université Queen's, où il était professeur invité en 91-92.

« On voulait un exposé théorique prévoyant les réactions du Canada anglais à une éventuelle séparation du Québec. En cours de route, quelqu'un d'autre a publié ce genre d'exposé général et j'ai alors décidé d'en faire un livre plus complet. »

« J'ai travaillé comme un fou, jour et nuit pendant six mois, pour que le livre sorte avant la tenue du référendum québécois. Maintenant qu'il est sorti dans les deux langues, le feu souverainiste semble s'être refroidi. Mais l'opinion publique change parfois brusquement, comme après l'échec du lac Meech. »

« Une petite anecdote. J'avais déjà mon billet d'avion et m'appretais à me rendre à Kingston pour la dernière réunion du manuscrit à l'éditeur, lorsque la nouvelle de la maladie de Lucien Bouchard m'est arrivée. J'étais probablement le plus nerveux des Canadiens, car s'il avait succombé à la terrible maladie, il m'aurait fallu réviser de fond en comble le livre. Merci aux médecins qui ont sauvé leur patient et mon livre. »

La traduction française est dédiée aux parents de l'auteur ainsi qu'à Léon Dion, « chercheur qui comprend l'ambiguïté ».

LA SÉCESSION DU QUÉBEC ET L'AVENIR DU CANADA. Presse de l'Université Laval, 1995, 291 pages.

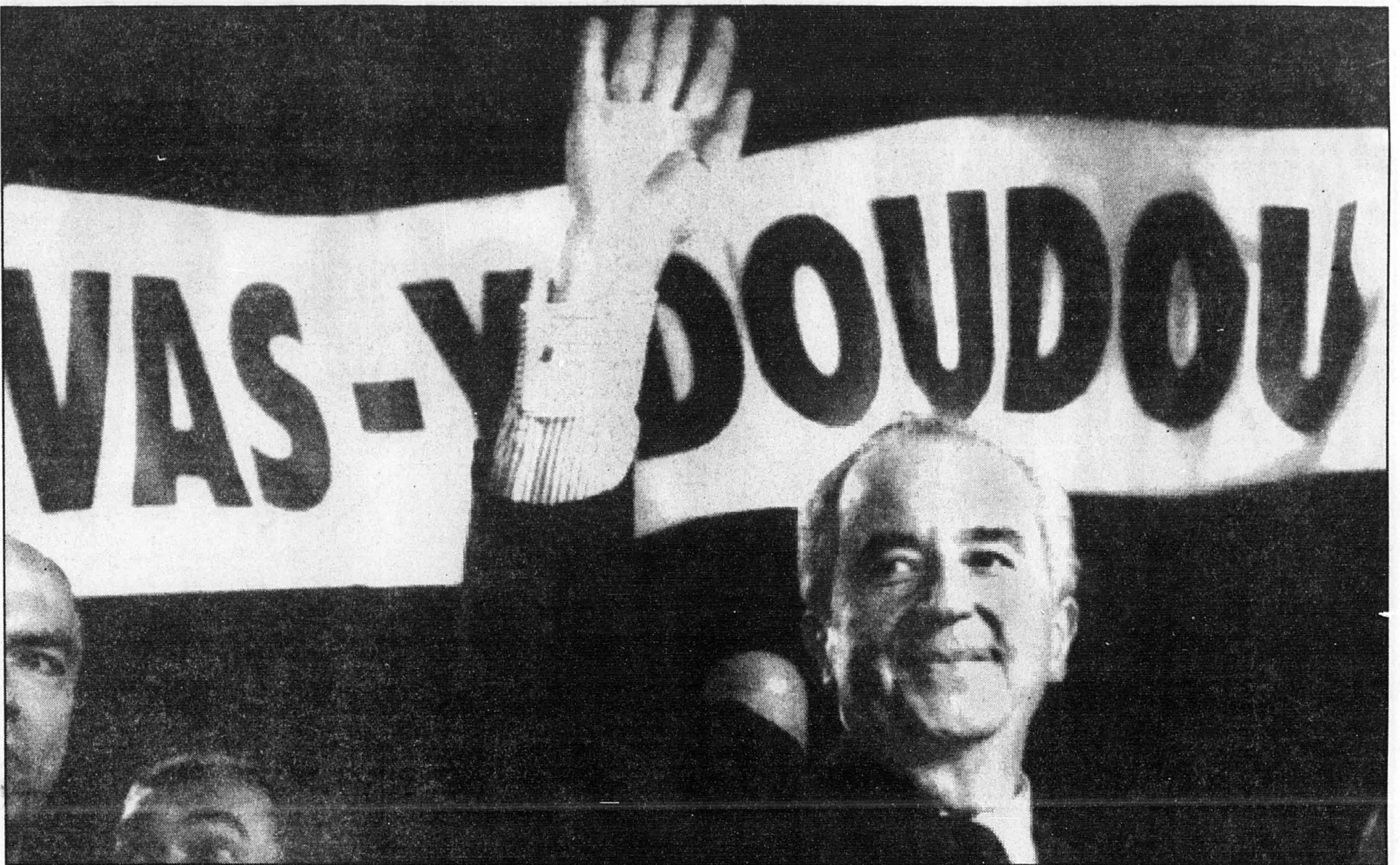


PHOTO REUTER

En dix jours seulement, le super-favori, Édouard Balladur, s'est soudain retrouvé très exactement, et pour la première fois, au niveau de son grand rival, Jacques Chirac. Quelques jours plus tard, l'écart se creusait inexorablement, et « décrochait » définitivement, comme disent les sondages.

Le champion des sondages s'est évaporé



LOUIS-BERNARD ROBITAILLE

collaboration spéciale
PARIS

Il y a dans cette campagne présidentielle plus extraordinaire que la remontée fulgurante du « loser » Jacques Chirac. C'est l'explicable dégringolade du super-favori, le premier ministre Édouard Balladur.

Que le maire de Paris qui, en mars 1993, se voyait désormais sans aucun rival pour la présidence, soit crédité de 25 ou 27 p. cent des voix pour le 23 avril n'a rien de bien surprenant. Il était évident que, malgré des défauts qui lui ont longtemps nui, Jacques Chirac finirait bien par se faire élire... s'il n'avait plus aucun adversaire crédible en face de lui. Giscard et Barre étaient depuis longtemps marginalisés, les socialistes étaient discrédités, et leurs moins mauvais candidats (Delors et Rocard) s'étaient éliminés de la course. Restait un seul adversaire, et non des moindres, Édouard Balladur en personne, l'ancien conseiller fidèle devenu le traître en chef. Et inexplicablement populaire. Si le même Balladur se dégonflait d'un seul coup, la voie redevenait libre pour le maire de Paris, le socialiste Jospin ne faisant pas le poids. En bref, Jacques Chirac n'avait pas à provoquer de lui-même le grand sursaut dans l'opinion : il lui suffisait que le favori s'effondre pour qu'il remonte lui-même, presque mécaniquement.

C'est ce qui s'est produit, en un temps extrêmement bref, autour du 20 février dernier. A dix jours d'avis, le super-favori Balladur s'est soudain retrouvé très exactement — et pour la première fois — au niveau de Chirac. Quelques jours plus tard, l'écart se creusait inexorablement, et « décrochait » définitivement, comme disent les sondages. Au début, on croyait à une saute d'humeur passagère de l'électorat, mais, un sondage après l'autre — il y en a au moins quatre par semaine —, le semi-effondrement de Balladur se confirmait. Il y a deux semaines, l'écart entre les deux hommes se resserrait quelque peu et, surtout, la faiblesse chronique de Lionel Jospin semblait donner une chance réelle au premier ministre d'arriver deuxième et donc de se retrouver — pour un affrontement sanglant — face à Chirac au second tour. Une hypothèse qu'on ne peut toujours pas écarter aujourd'hui, étant donné la faiblesse des écarts entre le socialiste et Balladur, mais qui n'est plus la plus probable, à huit jours du premier tour : sauf événement imprévu, ou nouveau revirement fantasque de l'opinion, tous les observateurs croient aujourd'hui que Balladur est

définitivement largué dans cette élection.

L'évaporation du favori

Une véritable évaporation-mystère du favori, serait-on tenté de dire. Certes, il faut toujours le garder à l'esprit, une élection n'est jamais jouée tant que la campagne électorale n'a pas vraiment commencé. En 1981, Giscard paraissait absolument imbattable jusqu'en décembre 1980. En 1988, Raymond Barre battait nettement Chirac pour le premier tour jusqu'en janvier. Puis Giscard a régulièrement baissé jusqu'à sa défaite contre Mitterrand. Et Barre a été doublé fin janvier pour ne plus jamais revenir dans la course.

Ce qui est plus étonnant dans l'actuel retournement de situation, c'est qu'apparemment la campagne avait vraiment commencé depuis de longues semaines lorsque les sondages continuaient à donner Balladur grand vainqueur. Quand *L'Express* lui consacra un numéro spécial (Pourquoi Lui — sans point d'interrogation — en couverture), on ne parle même plus de son élection ou de ses futurs ministres au conditionnel, mais au futur.

Nous sommes alors déjà en plein mois de janvier. Balladur, contrairement à Jacques Delors ou — en 1988 — à Raymond Barre, n'est pas cette sorte de candidat virtuel, flâté dans les sondages mais à l'écart de la faune politique réelle. En tant que premier ministre, poste qui normalement attire tous les mécontentements, il est directement sur le terrain, où il fait ses preuves tous les

jours. Il a fait face à la fin d'une très dure récession à une montée persistante du chômage en 1994 (à près de 3,5 millions de chômeurs). Il a eu droit à d'importantes crises sociales, étudiantes, à une explosion du Système monétaire européen. Et aussi à la démission — pour cause de scandales politico-financiers — de trois de ses ministres de premier plan, trois « balladuriens » comme par hasard, dont l'un, Alain Carignon, est même en détention provisoire depuis octobre dernier. A trois mois de l'élection, il a affronté les bourrasques en tout genre, et continue de tenir la barre imperturbablement. Pour la plupart des observateurs, la bataille a déjà eu lieu, et Chirac n'a plus de chance.

Cela ne veut pas dire que tout le monde trouve Édouard Balladur séduisant ou extraordinaire. La plupart des commentateurs continuent au contraire à s'étonner de l'extraordinaire bonne fortune de cet homme toujours aussi distant, aristocratique, et si peu « politicien ». Dans ce même numéro spécial de *L'Express*, en janvier, un critique littéraire détaille sans la moindre bienveillance les goûts ultra-conservateurs du premier ministre, sa haine de la « vraie » campagne française, son « appartenance funèbre » et bourgeois, etc. Non sans faire remarquer au passage que ce natif de Smyrne (en Turquie) ne connaît aucunement la « France profonde ». Bref, comme tout le monde, Jérôme Garcin se demande comment il se fait que les Gaulois aient pu s'emparer d'un personnage qui leur ressemble aussi peu, et qui fait plutôt dans le genre « cardinalice ». Mais, devant ce mystère il s'incline : Balladur sera triomphalement élu. Sans

vraiment faire campagne ni se salir les mains.

Ce qui s'est passé par la suite, ce ne sont peut-être qu'une succession de petits ratés, pas plus graves que les précédents, mais qui se sont suivis de près, et de plus cette fois en campagne électorale.

Le 20 janvier, Balladur annonce officiellement sa candidature. Pour quelqu'un qui ne veut pas faire campagne, c'est prématuré, car il reste trois mois à courir : il aurait eu intérêt à demeurer « premier ministre » le plus tard possible. En revanche, pour un candidat, Balladur apparaît sans relief. Lors de son annonce à la télévision, puis en conférence de presse, il se contente de dire : « Nous allons continuer l'effort entrepris. » Sans rien promettre ou annoncer qui retienne l'attention. Le premier ministre ne prometait rien : le candidat ne promet pas davantage. Il ne change pas de registre. Il lui manque alors cette petite touche de rêve — ou de démagogie — indispensable à une bonne campagne. Sans se rendre compte que, de l'autre côté, appuyé par Philippe Séguin, Jacques Chirac est en train de se positionner en « homme de gauche ».

Édouard Balladur — un peu comme Barre en 88 — est passé à l'état de candidat sans même faire ce petit effort supplémentaire, sans qu'on sente la différence. Puis il se passe près de quatre semaines de campagne... sans qu'il ne se passe rien de concret chez les balladuriens.

Les deux « affaires »

La-dessus, vers la mi-février, arrivent les deux petites « affaires » (une

vraie et une fausse) qui font vraiment mauvais effet. Avec l'affaire des écoutes téléphoniques illégales du docteur Maréchal (organisées par Pasqua), Balladur est pris complètement à revers : il commence par couvrir Pasqua. Puis se déjuge le lendemain et force le patron de la police à se sacrifier. Charles Pasqua, qui était un faiseur de rois, devient du jour au lendemain un allié très encombrant, dont Balladur n'ose plus se débarrasser.

Dix jours plus tard, une fuite (aux allures très chiraquiennes) révèle que Balladur a touché (légalement) une énorme plus value de 600 000 \$ en 1993 en revendant des actions GSI. Le chiffre énorme fait des ravages dans la France profonde. Balladur se trouve dès lors forcé de rendre public son patrimoine : il s'élève dans les six millions de dollars (trois fois plus que celui que déclarera Chirac). « Je n'ai jamais dit que je faisais partie des défavorisés », trouve seulement à dire le premier ministre, très sur la défensive.

C'est comme si d'un seul coup tout le personnage de Balladur apparaissait sous un jour inédit. L'aristocrate éclairé et impassible, qui n'élevait jamais la voix, devient aux yeux des Français un de ces grands bourgeois hautains et dédaigneux, de surcroît conservateur et sans imagination. D'un seul coup l'image se brise. Le personnage du favori se dégonfle, s'évapore de lui-même. Balladur, à qui on annonçait fin janvier 65 p. cent des voix pour le 7 mai, devient un candidat très mauvais, promis à une défaite humiliante contre le maire de Paris.

A partir de ce moment-là, on conseille à Balladur de se battre, de se jeter dans l'arène. Il fait quelques meetings, mange du méchoui avec ses doctes (!), monte sur une table, se fait appeler « Doudou ». Les balladuriens lancent quelques coups bas à Chirac. Leur candidat lance quelques attaques contre les « démagogues ». Les sondages frémissent légèrement, mais insuffisamment. Et Balladur se révèle un challenger plus ou moins doué pour la bagarre. Son ancien personnage ne séduit plus : il ne réussit pas à s'en trouver un autre, qui soit crédible. Pour couronner le tout, des convertis de la 11^e heure rallient le camp de Chirac. Les partisans de Balladur — à l'exception du libéral Léotard — se font plus discrets, comme s'ils n'y croyaient plus et voulaient éviter de se compromettre vis-à-vis de Chirac.

Édouard Balladur, novice politique à qui tout avait réussi, semblait par-dessus le marché avoir de belles réserves avec lui : réserves de voix dans l'électorat, réserves d'énergie également, a montré dès les premiers coups que, comme on l'avait cru au départ — en 1993 —, il n'était pas fait pour les combats de rue. Derrière le masque parfait, il n'y avait rien de vraiment solide. Et surtout pas une personnalité de tueur.

De Smyrne à l'Élysée

Né le 2 mai 1929 à Smyrne (Turquie), « comptoir » français où la famille Balladur est installée depuis deux siècles. Son père, directeur de la Banque ottomane, est « chassé » par les nationalisations d'Atatürk. La famille s'installe à Marseille en 1934 : Édouard Balladur y fera ses études, avant de monter à Paris faire l'École nationale d'administration (ENA) dont il aura le diplôme en 1957.

Membre du Conseil d'État, Édouard Balladur entre en 1964, à 34 ans, au cabinet du premier ministre Georges Pompidou, où il s'occupe des Affaires sociales. À ce titre, il jouera un rôle de premier plan pendant les « événements » de mai 68, aux côtés d'un autre jeune conseiller, Jacques Chirac. En 1969, il suit Pompidou à l'Élysée, où il devient secrétaire général adjoint, puis en 1973 secrétaire général de l'Élysée. Élu nouveau président en mai 1974, Giscard d'Estaing offre à Balladur... le poste d'ambassadeur auprès du Vatican!

De 1974 à 1986, Balladur revient dans « le privé », où il fait une carrière discrète et prospère : présidence de la Société du tunnel du Mont-Blanc, société d'informatique GSI. Jacques Chirac lui demande de devenir son conseiller le plus proche en 1984. En mars 1986 — scrutin à la proportionnelle — Balla-

dur est confortablement élu député du 15^e arrondissement de Paris. Devient numéro deux du gouvernement avec le titre de ministre de l'Économie et des finances.

Avec la défaite de Chirac à la présidence, Balladur retourne comme « conseiller spécial » à GSI (avec un traitement de 250 000 \$ par année). Écrit deux livres sur la « réforme », se prépare, avec l'accord de Chirac, à devenir le prochain premier ministre de « cohabitation » après la débâcle socialiste de mars 93.

À la surprise générale, il devient, dès ses premiers mois à Matignon (après avril 93) un premier ministre très populaire. Passe avec succès les épreuves des mesures d'austérité, puis de la dure négociation du GATT. Subit plusieurs crises — réforme avortée de la question scolaire, très dures grèves à Air France, manifestations d'étudiants contre un « salaire minimum-jeunes ».

À la mi-janvier 1995, tous les sondages le donnent encore triomphateur de l'élection présidentielle, avec environ 50 % des voix au premier tour (contre 17 % à Chirac), et 65 % au second tour.



ROBERT BOURGOING, collaboration spéciale

Après l'échec de l'option souverainiste en 1980, Jacques Couture (au centre) cherche un endroit où il se sentira plus utile qu'en politique. La réponse lui vient dans une lettre que le provincial des jésuites au Québec reçoit de Madagascar. Un évêque malgache cherche un religieux pour s'occuper d'un des endroits les plus pauvres de Tananarive, le quartier d'Andohatapenaka.

Jacques le bien-aimé

ou comment un ex-ministre péquiste est devenu missionnaire à Madagascar

ROBERT BOURGOING
collaboration spéciale

Lorsque le taxi s'arrête à la limite d'un des quartiers les plus délabrés de Tananarive, à Madagascar, on croirait s'être trompé d'adresse.

Difficile d'imaginer qu'un ancien personnage influent de la politique québécoise vive dans ce dédale de ruelles étroites, posé au milieu de rizières inondées, où les baraques sans eau ni électricité s'entassent pêle-mêle. Pour pénétrer dans cet autre univers, il suffit de connaître le mot de passe. Dites « Jacques Couture » et, comme par magie, la méfiance disparaît, les regards s'illuminent et les index se lèvent vers une petite maison en brique. Il nous attend. Un peu vieilli et ébranlé par la maladie, il a la poignée de main chaleureuse.

Vous vous souvenez de lui ? Jacques Couture a été ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration dans le cabinet de René Lévesque de 1976 à 1980. Un religieux souverainiste qui s'était fait remarquer pour son action auprès des pauvres de Saint-Henri à Montréal et pour sa campagne à la mairie de Montréal en 1974 (il avait étonné tout le monde en récoltant 40 p. cent des votes contre le populaire Jean Drapeau). Après l'échec de l'option souverainiste en 1980, Jacques Couture cherche un endroit où il se sentira plus utile qu'en politique. La réponse lui vient dans une lettre que le provincial des jésuites au Québec reçoit de Madagascar. Un évêque malgache cherche un religieux pour s'occuper d'un des endroits les plus pauvres de Tananarive, le quartier d'Andohatapenaka.

Arrive le Messie !

En déposant sa valise dans son quartier d'adoption en 1982, Jacques Couture découvre une misère humaine aux antipodes de la pauvreté qu'il avait connue à Saint-Henri.

« Le décalage était tellement considérable, le train de vie, l'habitat, l'environnement... Par rapport au Québec, c'était le jour et la nuit. Je me disais que je ne ferais pas quinze jours ici. » Pendant deux ans, cet homme têtue campe dans une vieille baraque humide, sans même une pensée émue pour le confort de son bureau de l'Assemblée nationale.

« Non, je ne suis pas une mère Te-

resa québécoise. Je ne suis pas venu ici, non plus, pour jouer au pauvre. Je mange mieux que les gens qui m'entourent. J'écoute du Bach et du Mozart. Mais quand on vient dans un milieu comme ici, il faut mener une vie simple pour se faire accepter par les gens. »

Au départ, ceux-ci faisaient la queue pour venir mendier à sa porte. « Quand je suis arrivé, moi, le Blanc d'Amérique du Nord, ils se sont dit : 'Le père Noël arrive ! Le Messie !' Ils m'ont demandé de l'argent et toutes sortes de choses. Je leur ai dit : 'Non ! Je ne suis pas venu ici pour ça.' Et progressivement, leur regard sur moi s'est modifié. Ils ont senti qu'il y avait un désintéressement, que je ne venais pas à cause d'un projet quel que peu maléfique ou mystérieux. » Une fois cette étape franchie, le missionnaire pouvait passer à l'action. Il lui fallait trouver des hommes et des femmes de confiance, les former et les rendre responsables de leur quartier.

Faire payer le tiers monde

La philosophie de Jacques Couture est simple : si vous voulez vraiment aider le tiers monde à se sortir de la misère, faites-le payer pour l'aide qu'il reçoit. C'est le meilleur moyen pour qu'il se sente concerné par sa propre réussite et qu'il devienne l'artisan de son développement.

Pour bien illustrer jusqu'où va son credo, il dit qu'il a déjà refusé l'aide d'une grande organisation qui ne savait pas quoi faire de ses millions. « Le quartier, dit-il, n'était pas prêt à les recevoir... À Andohatapenaka, les gens doivent contribuer dans la mesure de leurs capacités, en temps ou en argent. »

Besoin d'une consultation médicale ? Ce sera tant d'heures de sarclage ou de labourage dans le jardin communautaire.

Les enfants fréquentent l'école où tout leur est fourni gratuitement ? Pas si vite ! Ils devront « payer » en organisant des spectacles et des danses traditionnelles.

Des résidents veulent reconstruire leurs maisons détruites par un cyclone ? Ils doivent contribuer en main-d'œuvre et assumer une partie du coût des matériaux.

En arrivant ici, le « vazaha » (le Blanc) de passage remarque d'abord

les égouts à ciel ouvert, les cabanes en tôle ondulée, les gens aux pieds nus.

Cette première impression se dissipe rapidement quand Jacques Couture lui présente une partie du quartier où règne une activité insoupçonnée. C'est le Conseil de développement d'Andohatapenaka (CDA), son bébé. Dans un atelier de menuiserie, des hommes fabriquent des meubles. Un peu plus loin, des femmes réunies en coopérative produisent des objets d'artisanat (broderie, vannerie, tapis, chapeaux, etc.). Il y a le jardin communautaire, la ferme avec zébus, cochons, poules et canards. Un peu plus loin encore, un centre de santé où des enfants se font vacciner, un centre culturel où sont projetés des films pour les adolescents, une école, un centre de formation pour les petits métiers.

Depuis ses premiers balbutiements, le CDA a appris à s'autofinancer. Les contributions en argent des résidents et la vente des produits de l'artisanat comblent la moitié de son budget. « Ça reste un quartier pauvre, mais ce n'est plus un quartier misérable. Quand je suis arrivé ici, chaque semaine des gens mouraient de faim. Quatre-vingts pour cent des gens n'avaient pas d'emploi régulier. La vie économique s'améliore petit à petit. » Près de 300 emplois ont été créés. De quatre à cinq mille familles retirent les fruits des activités du CDA.

Des gens qui ne mangeaient jamais de viande en consomment maintenant une fois par semaine. Les égouts du quartier ? Jacques Couture souligne qu'ils font l'objet d'un projet de la Banque mondiale. « Et les gens vont se promener nu pieds probablement jusqu'à l'an 2050 parce que c'est dans leurs habitudes », dit-il avec un clin d'oeil.

Il est temps, selon lui, que le bébé vole de ses propres ailes. « Dans le fond, mon objectif maintenant est de devenir de plus en plus inutile. J'y arrive vraiment bien et j'en ai parfois des preuves humiliantes. Récemment, j'ai passé trois mois au Canada et quand je suis revenu, tout marchait bien sinon mieux qu'avant mon départ (rires) ! Alors ça m'a humilié de façon très heureuse... » Le Conseil de développement d'Andohatapenaka a grandi et pourrait à son tour faire des petits. Après tout, si ça marche ici, dit-on dans le quartier, il n'y a pas de

raison que ça ne marche pas ailleurs à Tananarive ou à Madagascar.

Un curé « un peu fou »

Difficile de l'imaginer dans un rôle de curé. Et pourtant, quand les cloches sonnent, il enfle son aube et se poste à l'entrée de l'église qui se remplit d'un cortège de paroissiens endimanchés.

Le père Couture s'empare du micro et célèbre la messe en malgache avec son fort accent québécois. A tout coup, sa bonhomie déride l'assistance. Même comme curé, il ne fait pas les choses comme les autres. A la place du sermon, il fait une rétrospective des événements heureux et malheureux qui ont marqué l'actualité de la semaine dans le quartier, à Madagascar et dans le monde entier, et invite les paroissiens à en tirer des leçons.

Comment passe-t-on de la politique au missionnariat, de la vie d'un personnage public habitué aux feux des projecteurs à l'anonymat d'un bidonville du tiers monde ?

« Parfois je ne me l'explique pas trop moi-même. C'est certainement qu'on est un peu fou. On ne vient pas en pique-nique ici évidemment. Il faut vraiment avoir eu un choc important dans sa vie. » En fait, M. Couture a eu deux chocs.

A dix-huit ans, il est frappé par la pauvreté dans la basse-ville de Québec. Plus tard, en tant que ministre de l'Immigration du Québec, il est troublé par ce qu'il découvre dans les camps de réfugiés d'Asie, d'Amérique centrale et d'Afrique. C'est ce qui lui a donné le goût de s'engager comme missionnaire, une décision qu'il n'a jamais regrettée.

Je dis souvent à des amis que dans ce milieu-ci, on passe de la joie à la douleur, à la souffrance, parfois même à l'horreur. Il y a des situations tellement tristes, tellement dures, comme de voir des enfants mourir de faim. Mais par ailleurs, on a aussi des joies exceptionnelles.

« Quand on voit un délinquant de 17 ans qui sort de prison et qui devient menuisier ou directeur de projet, c'est extrêmement gratifiant. J'ai eu des exemples extraordinaires de gens très très pauvres qui aident des gens encore plus pauvres qu'eux. Ça c'est un émerveillement pour moi. Ça a fortifié ma foi en Dieu et ma foi en l'homme. J'ai senti que l'Évangile de

Jésus-Christ, ce n'est pas des administrations ou des structures mais, avant tout, la vie auprès des plus malheureux et l'effort qu'on fait pour bâtir une société meilleure.

Pour un jésuite comme Jacques Couture, le missionnariat s'est fait naturellement. C'est la politique qui a de quoi surprendre le plus. Entre son expérience à Québec et sa nouvelle vie à Madagascar, le contraste a été très marqué sur le plan humain. « Quand on est dans un milieu de pouvoir et d'argent, les relations humaines sont plus difficiles, moins fortes. Ici, on a des relations humaines très intenses, très ardentes même. J'ai eu de grandes amitiés dans le monde politique, des amis que je conserve, comme Guy Chevrette qui est passé ici et qui a été très ébranlé d'ailleurs par ce qu'il a vu, qui a vécu lui-même un choc culturel. Mais je dois dire sincèrement que c'est plus fort ici, c'est plus profond. »

Pas de retour politique

Un religieux malgache nous l'avait décrit à coups d'encensoir. « Si vous avez rencontré Jacques Couture, disait-il avec un tremolo, vous avez rencontré le développement à Madagascar. » Il est vrai que dans la grande île, peu d'étrangers jouissent d'une aussi bonne réputation. Jacques Couture, dit-on ici, c'est le succès sans fanfare d'un homme qui, à force d'entêtement, a redonné à des gens la dignité qu'ils avaient perdue.

Le missionnaire souverainiste reçoit avec intérêt des échos du Québec. Pourrait-il être tenté par un éventuel retour en politique ? La réponse tombe sans hésitation : « Ah non ! Ça m'étonnerait beaucoup. Je n'ai jamais planifié l'avenir. Les événements arrivent puis je réagis aux événements. Mais ça m'étonnerait BEAU-COUP... »

Les gens du quartier l'ont adopté. Ils ne veulent pas le voir partir et l'ont d'ailleurs baptisé d'un nom malgache, « Rakoutoumalala », c'est-à-dire Jacques le bien-aimé. « Les gens m'appellent comme ça parce qu'ils disent que je ne suis plus un étranger. Ils ne conçoivent absolument pas que je m'en aille. Non pas parce qu'ils ont besoin de moi, mais parce que je fais partie de la communauté. Alors je serai peut-être ce petit vieux-là, un petit vieux en chaise roulante qui se promènera dans le quartier en faisant des bye-bye à droite et à gauche. »

« Evangelium Vitae », un plaidoyer passionné pour la vie

GILLES LANGEVIN, S.J.

L'auteur est membre du Bureau de théologie de la Conférence des évêques catholiques du Canada. Il s'est penché sur la dernière encyclique de Jean-Paul II et il a rédigé l'analyse qui suit. Les références numériques qui contiennent le texte identifient les paragraphes de l'encyclique. La Presse l'offre à ses lecteurs en cette fin de semaine pascale. La deuxième tranche sera publiée demain.

1. Selon les mots mêmes de Jean-Paul II, l'encyclique *Evangelium Vitae*, rendue publique le 30 mars, est « une réaffirmation précise et ferme de la valeur de la vie humaine et de son inviolabilité et, en même temps, un appel passionné adressé à tous et à chacun au nom de Dieu : respecte, défends, aime et sers la vie, toute vie humaine (n. 5). Il s'agit d'un hymne à la vie, dont, en raison de l'ampleur du traitement, de l'élévation de la pensée et de l'ardeur de l'élan qui l'anime, on ne trouverait pas d'équivalent dans la littérature universelle. On sera frappé, en outre, par le caractère direct, clair, accessible à tous du vocabulaire et du style.

La nouveauté et l'originalité de l'encyclique résident moins dans la doctrine elle-même, dont on trouve les éléments dans l'enseignement des papes contemporains, que dans la synthèse qui en est faite et dans l'inscription de cet enseignement dans l'ensemble de l'anthropologie chrétienne et de la culture de notre temps. L'entreprise permettait à la fois de recenser les efforts considérables déployés pour défendre la vie et de ne pas limiter les menaces contre la vie à l'euthanasie et à l'avortement. « Aux fléaux anciens et douloureux de la misère, de la faim, des maladies endémiques, de la violence et des guerres, il s'en ajoute d'autres, dont les modalités sont nouvelles et les dimensions inquiétantes » (3).

L'originalité du document tient encore au fait que l'attention du pape se porte, dans l'analyse des menaces contre la vie, sur la culture et les mentalités nouvelles, plus que sur les personnes, souvent soumises à des pressions énormes. C'est d'abord aux responsables de la vie politique, des institutions et fondations internationales, des moyens de communication sociale (médias), que le pape s'adresse.

À l'égard des personnes, il montre plusieurs fois compréhension et commisération (11, 13, 18, 58). Certaines situations difficiles et même dramatiques « peuvent considérablement contribuer à atténuer ou même à supprimer la responsabilité subjective » des personnes (18).

On se fera une meilleure idée du contenu de ce long texte (200 pages), si l'on sait qu'il se divise en quatre chapitres, consacrés respectivement aux aspects sociologique, théologique, moral et pastoral de la vie humaine. Aussi est-il question 1) des menaces actuelles contre la vie, 2) du message chrétien sur la vie, 3) de la loi sainte de Dieu et 4) de l'appel à une « civilisation de l'amour et de la vie ». La présentation que nous ferons ici, sans pouvoir retenir toutes les richesses de l'original, essaiera de ne rien oublier d'essentiel.

1- Les menaces actuelles contre la vie humaine

Pour la personne humaine, orientée vers la participation à la vie même de Dieu, « la vie dans le temps est une condition fondamentale, un moment initial et une partie intégrante du développement entier et unitaire de sa vie » (2). « En raison de la multiplication et de l'aggravation impressionnantes des menaces contre la vie des personnes et des peuples » (3), l'Eglise se sent tenue de proclamer avec une force nouvelle l'Évangile de vie que lui a laissée le Christ.

À la racine de la violence contre la vie, il y a depuis l'origine de l'humanité, la convoitise, la jalousie et la colère, dont l'histoire de Cain et Abel, longuement méditée ici, offre la préface tragique. « Dans tout homicide est violée la parenté « spirituelle » qui réunit les hommes en une seule grande famille » (8).

Jean-Paul II discerne trois causes de la montée de la violence dans le monde : l'éclipse de la valeur de la vie, une conception perversie de la liberté, l'éclipse du sens de Dieu et du sens de l'homme. Une « culture de mort » s'est installée, qui s'appelle incertitude morale de la conscience collective ; mise en œuvre de programmes scientifiques et sophistiqués contre la vie ; passage au statut de droit de pratiques estimées jusqu'ici des crimes contre l'humanité. « Le vingtième siècle aura été une époque d'attaques massives contre la vie, une interminable série de guerres et un massacre permanent de vies humaines innocentes » (17).

« Les racines de la contradiction entre l'affirmation solennelle des droits de l'homme et leur négation tragique dans la pratique se trouvent dans une conception de la liberté qui exalte de manière absolue l'individu et ne le prépare pas à la solidarité, à l'accueil sans réserve ni au service du prochain » (19). « La personne finit par prendre pour unique et indiscuta-



Le pape Jean-Paul II considère l'encyclique *Evangelium Vitae*, rendue publique le 30 mars, comme « une réaffirmation précise et ferme de la valeur de la vie humaine et de son inviolabilité ».

ble critère de ses propres choix, non plus la vérité sur le bien et le mal, mais seulement son opinion subjective et changeante ou même ses intérêts égoïstes et ses caprices » (19).

Le cœur du drame vécu par l'homme contemporain, c'est l'éclipse du sens de Dieu et du sens de l'homme, caractéristique du sécularisme de notre temps. L'homme, image de Dieu, « ne parvient plus à se saisir comme mystérieusement différent des autres créatures terrestres... »

Enfermé dans l'horizon étroit de sa réalité physique, il devient en quelque sorte « une chose » et il ne saisit plus la caractéristique transcendant de son existence en tant qu'homme... La vie est tout simplement « une chose » qu'il revendique comme sa propriété exclusive, qu'il peut totalement dominer et manipuler » (22). En particulier, « la sexualité est dépersonnalisée et exploitée : au lieu d'être signe, lieu et langage de l'amour, c'est-à-dire du don de soi et de l'accueil de l'autre dans toute la richesse de la personne, elle devient toujours davantage occasion et instrument d'affirmation du moi et de satisfaction égoïste des désirs et des instincts » (23).

« On dresserait un tableau incomplet, qui pourrait conduire à un découragement stérile, si l'on ne joignait pas à la dénonciation des menaces contre la vie un aperçu des signes positifs efficaces dans la situation actuelle de l'humanité » (26). Le pape expose alors l'apport des époux et des familles, des professionnels de la santé, des institutions et des mouvements voués à la promotion et à la défense des enfants et des vieillards dans le besoin (27). Autres signes d'espérance : le développement d'une sensibilité nouvelle toujours plus opposée au recours à la guerre pour résoudre les conflits entre les peuples et à la peine de mort pour protéger la société contre les coupables (27).

2- Le message chrétien sur la vie

« L'Évangile de la vie est une réalité concrète et personnelle, car elle consiste à annoncer la personne

même de Jésus » (29). « En Jésus, Verbe de vie, est annoncée et communiquée la vie divine et éternelle. Grâce à cette annonce et à ce don, la vie physique et spirituelle de l'homme, même dans sa phase terrestre, acquiert sa plénitude de valeur et de signification : la vie divine et éternelle, en effet, est la fin vers laquelle l'homme qui vit dans ce monde est orienté et appelé » (30).

La vie est toujours un bien, continue le pape. Déjà dans l'Ancien Testament, elle est présentée comme « l'objet d'un amour tendre et fort de la part de Dieu » (31). Jésus, dans la précarité de l'existence humaine, porte à son accomplissement le sens de la vie. La singulière dialectique entre l'expérience de la précarité de la vie humaine et l'affirmation de sa valeur apparaît dans l'existence de Jésus, menacée dès le début, et devenue, dans l'offrande et l'adoration, instrument du salut du monde.

« Tout en étant apparenté à la poussière de la terre, l'homme devenu fils de Dieu en Jésus — est dans le monde une manifestation de Dieu, un signe de sa présence, une trace de sa gloire » (34). Il « se développe dans la conscience joyeuse de pouvoir faire de son existence le 'lieu' de la manifestation de Dieu, de la rencontre et de la communion avec lui » (38). Aussi le Nouveau Testament est-il « un appel pressant à respecter l'inviolabilité de la vie physique et l'intégrité de la personne ; il culmine dans le commandement positif qui oblige à prendre en charge son prochain comme soi-même » (41) ; ce commandement va jusqu'à l'amour de l'ennemi (41).

La méditation sur la vie et l'enseignement de Jésus s'achève par la contemplation de la croix. Elle « nous conduit jusqu'aux racines les plus profondes de ce qui est advenu. Jésus, qui avait dit en entrant dans le monde : 'Voici, je viens pour faire, ô Dieu, ta volonté' (cf. He 10 9), voulut obéir en toute chose à son Père et 'ayant aimé les siens qui étaient dans le monde, les aime jusqu'à la fin' (Jn 13 1), en se donnant totalement lui-même pour eux » (51). Se confirme

alors, non seulement en paroles, mais à même la chair et le sang, que « la vie humaine est un don de Dieu qui s'accomplit dans le don de soi » (49), que « la vie atteint son centre, son sens et sa plénitude quand elle est donnée » (51).

3- La loi sainte de Dieu

Le chapitre III : la loi sainte de Dieu s'ouvre par des réflexions sur l'Évangile et la loi. « De même que, face aux choses, plus encore face à la vie, l'homme n'est pas le maître absolu et l'arbitre incontestable, mais — et en cela tient sa grandeur incomparable — il est 'ministre du dessein établi par le Créateur' » (52). Aussi doit-il rendre compte à son Seigneur du trésor qui lui a été confié.

Le pape « confirme — en un passage particulièrement solennel — que tuer directement et volontairement un être humain innocent est toujours gravement immoral. Cette doctrine, fondée sur la loi non écrite que tout homme découvre dans son cœur à la lumière de la raison (cf. Rm 2 14-15), est réaffirmée par la Sainte Écriture, transmise par la Tradition de l'Eglise et enseignée par le Magistère ordinaire et universel » (57). « Que l'on soit le maître du monde ou le dernier des 'misérables' sur la face de la terre, cela ne fait aucune différence : devant les exigences morales, nous sommes tous absolument égaux » (57).

Le pape aura parlé auparavant du droit à la légitime défense, auquel on pourra renoncer « seulement en vertu d'un amour héroïque qui approfondit et transfigure l'amour de soi, selon l'esprit des béatitudes évangéliques » (cf. Mt 5 38-48) (55). Quant à la peine de mort, il se réjouit de « l'avis sion toujours plus répandue de l'opinion publique envers elle » (27). « La mesure et la qualité de la peine... ne doivent pas conduire à la mesure extrême de la suppression du coupable, si ce n'est en cas de nécessité absolue, lorsque la défense de la société ne peut être possible autrement... Ces cas sont désormais assez rares, si non

même pratiquement inexistant » (56).

La valeur absolue du précepte : « Tu ne tueras pas », s'impose dans le cas de l'enfant non encore né, le plus innocent et le plus démun des êtres humains, entièrement confié à la protection et aux soins de ses frères. Loin de diminuer avec les années, le phénomène de l'avortement grandit dans le monde. « L'acceptation de l'avortement dans les mentalités, dans les mœurs et dans la loi elle-même est un signe éloquent d'une crise dangereuse du sens moral, toujours plus incapable de distinguer entre le bien et le mal » (58). On a banalisé le phénomène, quand on n'en a pas fait un signe du progrès et une victoire de la liberté. Pourtant, dès que l'ovule est fécondé, un nouvel être humain est là qui se développe pour lui-même. « Il ne sera jamais rendu humain s'il ne l'est pas dès lors » (60). D'ailleurs, « la seule probabilité de se trouver en face d'une personne suffirait à justifier la plus nette interdiction de toute intervention conduisant à supprimer l'embryon humain » (60).

La peine canonique, déjà imposée par le droit de l'Eglise (c. 1398) et dont il n'est pas si facile, dans le concret, de réunir toutes les conditions d'application, « a pour but de rendre pleinement conscient de la gravité d'un péché particulier et de favoriser donc une conversion et une pénitence adéquates » (63). Quant à la lutte en faveur de la vie, elle doit se faire, sous peine de se contredire, « sans recourir à la violence » (27). La lettre expose ensuite l'enseignement courant sur les interventions sur les embryons humains, comme aussi sur la diagnostic prénatal (63).

L'euthanasie, elle, « progresse surtout dans les sociétés du bien-être, (où) une mentalité utilitariste, fait apparaître très lourd et insupportable le nombre croissant des personnes âgées et diminuées » (64). « La vraie 'compassion' rend solidaire de la souffrance d'autrui, mais elle ne supprime pas celui dont on ne peut supporter la souffrance » (66). La demande qui monte du cœur de l'homme dans sa suprême confrontation avec la souffrance et la mort « est surtout une demande d'accompagnement, de solidarité et de soutien dans l'épreuve » (67).

Des pages pleines d'humanité sur les soins palliatifs et, d'une autre couleur naturellement, sur l'acharnement thérapeutique, accompagnent ces développements. « Lorsque la mort s'annonce imminente et inévitable, on peut en conscience renoncer à des traitements qui ne procureraient qu'un sursis précaire et pénible de la vie, sans interrompre pourtant les soins normaux dus au malade en pareil cas » (65).

À propos des soins palliatifs, le pape écrit : « Si l'on peut juger digne d'éloge la personne qui accepte volontairement de souffrir en renonçant à des interventions anti-douleur pour garder toute sa lucidité et, si elle est croyante, pour participer de façon consciente à la Passion du Seigneur, un tel comportement 'héroïque' ne peut être considéré comme un devoir pour tous » (65).

La discussion des rapports entre loi civile et loi morale donne lieu à de vigoureuses prises de position. « Dans la culture démocratique de notre temps, l'opinion s'est largement répandue que l'ordre juridique d'une société devrait se limiter à enregistrer et à recevoir les convictions de la majorité et que, par conséquent, il ne devrait reposer sur ce que la majorité elle-même reconnaît et vit comme étant moral. (...) De ce fait, tout homme politique devrait séparer nettement dans son action le domaine de la conscience privée de celui de l'activité politique » (69).

Le relativisme éthique serait « seul à garantir la tolérance, le respect mutuel des personnes et l'adhésion aux décisions de la majorité, tandis que les normes morales, tenues pour objectives et sources d'obligation, conduiraient à l'autoritarisme et à l'intolérance » (70).

« En réalité, la démocratie ne peut être élevée au rang d'un mythe, au point de devenir un substitut de la moralité ou d'être la panacée de l'immoralité. Fondamentalement, elle est un 'système' et, comme tel, un instrument et non pas une fin. Son caractère 'moral' n'est pas automatique, mais dépend de la conformité à la loi morale... » (70). Des dispositions contraires aux droits de l'homme, écrivait Jean XXIII, « sont dépourvues de toute valeur juridique » (71).

« L'avortement et l'euthanasie sont donc des crimes qu'aucune loi humaine ne peut prétendre légitimer. Des lois de cette nature, non seulement ne créent aucune obligation pour la conscience, mais elles entraînent une obligation grave et précise de s'y opposer par l'objection de conscience » (73). Cependant, « lorsqu'il ne serait pas possible d'éviter ou d'abroger complètement une loi permettant l'avortement, un parlementaire dont l'opposition personnelle absolue à l'avortement serait manifeste et connue de tous, pourrait licitement apporter son soutien à des propositions destinées à limiter les préjudices d'une telle loi et à en limiter ainsi les effets négatifs... » (73).

Demain : pour une nouvelle culture de la vie humaine

MONDE

À un mois de son départ de l'Élysée, Mitterrand se confie à Pivot

Agence France-Presse
PARIS

Le président François Mitterrand a confié avoir présidé la France pendant quatorze ans, de 1981 à 1995, « avec intérêt, avec passion, parfois avec enthousiasme, souvent avec difficulté ».

Mitterrand répondait hier soir, sur la chaîne publique France 2, aux questions de Bernard Pivot, l'animateur d'une cé-

lèbre émission culturelle, *Bouillon de Culture*.

Cet entretien, de près d'une heure trente, était diffusé à l'occasion de la sortie du livre-conversation, *Mémoire à deux voix*, que François Mitterrand vient de publier avec l'écrivain Elie Wiesel, Prix Nobel de la paix.

Une oeuvre inachevée
« En politique, a commenté le

président français dans une sorte de raccourci de son bilan à un mois de son départ du palais de l'Élysée, on ne peut jamais être satisfait de ce que l'on fait. Je le répète, toute oeuvre est inachevée. (...) Je n'ai pas dit qu'il faut s'en contenter, il faut s'obliger même à aller plus loin (...) »

Reprenant le thème de « l'amour de la France » qu'il avait présenté à l'automne dernier comme la qualité première

de tout candidat à sa succession, François Mitterrand a assuré : « J'aime la France d'une façon charnelle. (...) Ce n'est pas abstrait chez moi, je vis la France dans mes veines, je la sens comme cela avec mon odorat ».

Les « Grands travaux »

Longuement interrogé sur ses « Grands travaux », dont il a inauguré le dernier, la Bibliothèque nationale de France (BNF),

le 30 mars à Paris, le chef de l'État français n'a pas caché sa fierté d'avoir réussi la restauration du Grand Louvre : « Je crois que c'est la plus grande réussite. (...) Je suis très content d'avoir pu le faire, même assez fier. »

À propos du livre *Mémoire à deux voix*, François Mitterrand a révélé que c'est lui qui avait insisté auprès d'Elie Wiesel pour revenir sur sa relation controversée après la guerre avec René

Bousquet, l'ancien Secrétaire général de la police du régime de Vichy, qui collabora avec l'occupant allemand pendant la Deuxième Guerre mondiale.

Blessé au fond du cœur

Évoquant la responsabilité de René Bousquet dans la déportation de milliers de juifs pendant la guerre, le président français a observé : « si on peut penser une seconde que sachant cela, j'aurais pu être complaisant, on me blesse, naturellement, jusqu'au fond du cœur ».

L'émission s'est terminée, selon la tradition de *Bouillon de Culture*, par un questionnaire.

Son mot préféré ? « Je dirais la vie, éclairer la vie, j'ajouterais la lumière, j'ajouterais l'amour, mais la vie ! »

« Si Dieu existe, qu'aimeriez-vous l'entendre vous dire, à vous François Mitterrand ? », a ensuite demandé Bernard Pivot.

« Et si Dieu existe... ? Eh bien, je pense qu'il serait appelé à me dire : Enfin tu sais ! J'espère qu'il ajouterait : Sois le bienvenu. »

PHOTO AFP

Pendant près d'une heure et demie, le président français François Mitterrand a répondu hier soir aux questions de Bernard Pivot, l'animateur de *Bouillon de Culture*.

La résolution de l'ONU ne satisfait pas l'Irak

Agence France-Presse
NEW YORK

L'ONU a autorisé hier l'Irak à exporter des quantités limitées de pétrole à des fins humanitaires, mais cet arrangement, sous contrôle international, a aussitôt été dénoncé par Bagdad comme une tentative américaine visant à empêcher la levée totale des sanctions.

La réaction irakienne, qui contient des termes virulents contre Washington, a été diffusée par le vice-premier ministre Tarek Aziz, qui n'a cependant pas indiqué explicitement si Bagdad coopérerait ou non avec le marchandage « pétrole contre nourriture » proposé par les Nations unies.

Dans une résolution adoptée à l'unanimité, les 15 pays membres du Conseil de sécurité de l'ONU, ont autorisé l'Irak à exporter des quantités limitées de pétrole et de produits pétroliers, les recettes ne pouvant dépasser un milliard de dollars par période de 90 jours.

Des mécanismes contraignants sont prévus pour les modalités d'exportation du pétrole et pour l'affectation des fonds, ainsi que pour la distribution de vivres et de médicaments à une population irakienne exsangue après quatre ans et demi d'embargo.

Certaines sommes seraient destinées aux programmes de secours des Nations Unies vers le Kurdistan irakien. D'autres fonds serviraient à financer les activités en Irak des experts en désarmement.

Bref, ce n'est pas la levée totale des sanctions, recherchée par l'Irak, mais une « mesure temporaire » visant à « répondre aux besoins humanitaires de la population » irakienne soumise à de sévères restrictions depuis l'invasion du Koweït en août 1990 et la défaite des troupes de Bagdad l'année suivante.

La résolution « pétrole contre nourriture » est une version sensiblement améliorée de deux résolutions (706 et 712) adoptées après la guerre du Golfe et qui avaient déjà autorisé l'Irak à exporter des quantités limitées de pétrole à des fins humanitaires et sous contrôle international. Bagdad avait alors refusé de les mettre en oeuvre, affirmant que ces résolutions portaient atteinte à sa souveraineté.

Il est donc clair que si le président Hussein choisit d'ignorer la nouvelle résolution, celle-ci ne deviendra jamais réalité.

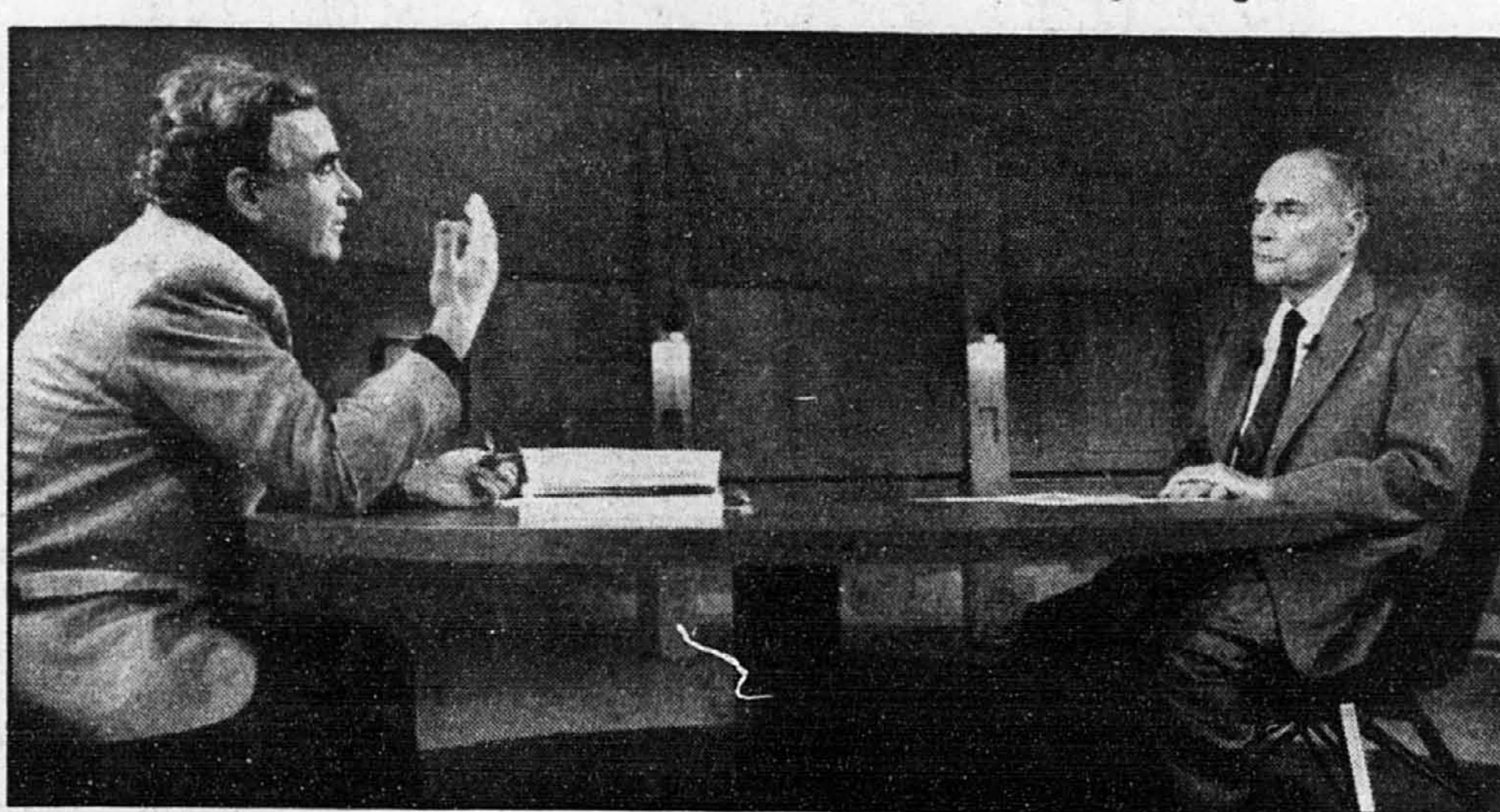
ALCOOL DROGUE

SI C'EST UN PROBLÈME DANS TA VIE, JE SUIS PRÊT À T'AIDER.

PAUL AQUIN
ET SON PERSONNEL
(514) 229-3426
TÉLÉCOPIEUR 229-7882

DEPUIS 1978

PAVILLON GRAND ELAN
4171, RUE ROLLAND, C.P. 119 MONT-ROLLAND (QUÉBEC) J0R 1G0
IL Y A UN SEUL ET UNIQUE PAVILLON GRAND ELAN À MONT-ROLLAND



OUVERT LUNDI DE PÂQUES

NE PAYEZ RIEN AVANT 6 MOIS

PAS DE SURPRISES

AUCUN COMPTANT REQUIS

Park Avenue
CHEVROLET GEO OLDSMOBILE CADILLAC

Chevrolet Oldsmobile GEO Cadillac CAMIONS

COMPLEXE DE L'AUTO RIVE-SUD

HONDA NISSAN TOYOTA Audi

ST-LÉONARD
ANGLE VIAU & JEAN-TALON
725-9811

BROSSARD
BOUL. TASCHEREAU À L'OUEST DU PONT CHAMPLAIN

TOUS LES PRIX DES VÉHICULES SONT RÉDUITS POUR L'OCCASION.

800 VÉHICULES PRÊTS À LIVRER.

DES ÉCONOMIES ALLANT JUSQU'À 7 500 \$ OU UN TAUX D'INTÉRÊT AVANTAGEUX.

GARANTIE DE REMBOURSEMENT DE 72 HEURES SUR TOUTES NOS VOITURES D'OCCASION.

CETTE PROMOTION S'APPLIQUE SUR CERTAINES VOITURES D'OCCASION. INFORMEZ-VOUS AUPRÈS DE VOTRE CONCESSIONNAIRE.

500 \$ DE PLUS POUR VOTRE ÉCHANGE QUE LA COMPÉTITION ET NOUS ACCEPTONS TOUTES LES MARQUES.

PLAN ACHAT/RACHAT DE LA BANQUE ROYALE.

BROSSARD HONDA 445-7161
BROSSARD TOYOTA 445-0577
BROSSARD NISSAN 445-0811
PARK AVENUE BMW 445-4555
PARK AVENUE VOLKSWAGEN & AUDI 656-4811

REPRISE BANCAIRE

L'Émeraude des Rives

96 Condominiums

- ✓ vue sur le fleuve
- ✓ voisin de la marina et d'un terrain de golf 18 trous
- ✓ ascenseurs
- ✓ bain tourbillon
- ✓ sauna
- ✓ salle d'exercice
- ✓ stationnement intérieur et extérieur
- ✓ piscine extérieure



BUREAU DES VENTES

25, rue des Émeraudes, app. 201
Repentigny

Tél.: 581-1448

Représentant exclusif:

Immeubles Aimé Deslauriers, courtier agréé

3 1/2 à partir de **53 000 \$ ***
4 1/2 à partir de **72 900 \$ ***
5 1/2 à partir de **98 500 \$ ***

*taxes incluses

HEURES D'OUVERTURE
En semaine:
de 11 h à 20 h
Fin de semaine:
de 13 h à 17 h

NOTRE-DAME

25 DES ÉMERAUDES
MARINA



L'EXPRESS INTERNATIONAL

VATICAN

Le chemin de croix du pape

■ Jean-Paul II a évoqué hier soir les victimes du conflit en Tchétchénie et des tragédies d'Auschwitz et Hiroshima lors du chemin de croix au Colisée de Rome, qu'il a effectué sous une pluie battante. A cause de ses difficultés à marcher depuis l'opération au fémur droit subie l'année dernière, le pape a dû renoncer pour la première fois depuis son élection au pontificat en 1978 à porter la croix pendant les 14 stations évoquant les étapes du chemin du Christ jusqu'au Golgotha, à Jérusalem. Protégé par un parapluie blanc, le souverain pontife a porté cette croix, qui pèse un peu plus de trois kg, de la première à la seconde station et à la conclusion du rite sur la terrasse du Palatin, devant le temple de Vénus. Pour la première fois, trois femmes ainsi que deux laïcs de sexe masculin et un prêtre orthodoxe du patriarcat de Moscou ont été appelés à le remplacer dans les autres stations.

d'après AFP

BOSNIE

Nouveaux raids

■ Les forces serbes de Bosnie ont bombardé, hier soir, un faubourg de l'enclave musulmane de Gorazde (est de la Bosnie), l'une des six « zones de sécurité » de l'ONU, blessant plusieurs civils, a rapporté Radio Sarajevo. L'attaque visait le faubourg d'Obarak, juste à la sortie de la ville, elle-même bombardée par les Serbes mardi, a précisé la radio. La Force de protection des Nations unies (FORPRONU) n'a pas pu, dans l'immédiat, confirmer l'attaque. En début de journée, plusieurs bombes ont explosé à Hrasnica, en banlieue de Sarajevo, autre « zone de sécurité » décrétée par l'ONU, a ajouté la radio. Hier matin, la ville de Konjic, située entre Sarajevo et la côte adriatique, a également été touchée par 14 tirs d'obus, qui n'ont pas fait de victime, selon la radio.

d'après AFP

LUXEMBOURG

Condamnation de l'armée russe

■ Le gouvernement luxembourgeois a condamné hier « les exactions et brutalités » des troupes russes en Tchétchénie. Dans un communiqué officiel du ministre des Affaires étrangères, il a demandé l'envoi d'une commission d'enquête du CICR ou de l'OSCE pour faire la lumière sur l'offensive militaire russe à Samachki (village tchétchène situé à 35 km de Grozny) au cours de laquelle 250 civils auraient péri, selon les témoignages des organisations humanitaires sur place. « Le gouvernement luxembourgeois demande aux autorités russes de faire la lumière dans les plus brefs délais sur les événements de Samachki », indique le communiqué. Les exactions commises par les troupes russes en Tchétchénie ne sont compatibles ni avec la mémoire de la victoire dont les États européens s'approprient à célébrer le cinquantième ni avec le nouvel esprit de réforme et de démocratisation inauguré en Russie après la fin de la guerre froide », poursuit la déclaration.

d'après AFP

ISRAËL

La bande de Gaza bouclée

■ Israël va totalement interdire pour la Pâque juive l'entrée de son territoire aux Palestiniens de Cisjordanie occupée et de la bande de Gaza autonome à partir de jeudi à minuit et jusqu'au 22 avril à minuit, a annoncé un porte-parole militaire. Des mesures d'allègements concernant le passage des marchandises et l'entrée d'ouvriers en Israël seront prises entre le dimanche 16 et le mercredi 19, mais elles ne concerneront que la bande de Gaza, a ajouté le porte-parole. La fermeture, qui devait initialement durer jusqu'à dimanche, a été prolongée d'une semaine à la demande du ministre de la Police Moshe Shahal pour couvrir toute la semaine pascale, a-t-on appris de source policière. Cette mesure est destinée à réduire les risques d'attentats palestiniens durant la fête, a affirmé le porte-parole de la police, Eric Bar Chen.

d'après AFP

ARABIE SAOUDITE

Un Pakistanais décapité

■ Un ressortissant pakistanais condamné pour trafic de drogue a été décapité au sabre hier en Arabie Saoudite, portant à 77 le nombre de personnes exécutées depuis le début de l'année. Selon un communiqué du ministère saoudien de l'Intérieur diffusé par l'agence officielle SPA, Roustom Mohammad Hassan Kol a été reconnu coupable d'avoir introduit dans le royaume des stupéfiants, notamment de l'héroïne, qu'il avait ingérées. Il a été décapité dans la région de Dammam (est de l'Arabie Saoudite). Mercredi, quatre Nigériens et trois Pakistanais qui avaient également introduit de l'héroïne en Arabie Saoudite en l'ingérant avaient été décapités au sabre. Les décapitations ont lieu généralement après la prière du vendredi sur la place publique. Depuis quelques mois, des exécutions sont aussi annoncées en milieu de semaine.

d'après AFP

Aristide pourrait voir son mandat prolongé

Le président haïtien compenserait ainsi sa période d'exil aux États-Unis

d'après AFP

PORT-AU-PRINCE

Une élection pour choisir le successeur du président Jean-Bertrand Aristide est prévue pour décembre en Haïti, mais la pression monte parmi ses partisans pour que son mandat soit rallongé de trois ans afin de compenser sa période d'exil forcé, indique-t-on dans les milieux politiques de Port-au-Prince.

Une telle hypothèse, estime-t-on dans ces mêmes milieux, accroîtrait à coup sûr la tension entre Washington et le président haïtien, qui n'a fait qu'augmenter ces derniers mois, notamment après l'assassinat le 28 mars d'une opposante connue, Mireille Du-rocher-Bertin.

Les États-Unis ont mis en cause dans cette affaire le ministre de l'Intérieur, Mondésir Beaubrun, et demandé à M. Aristide sa mise à l'écart, mais en vain.

Élu en décembre 1990 pour cinq ans, M. Aristide, auquel la Constitution haïtienne interdit de briguer immédiatement un autre mandat, avait été renversé par un putsch militaire le 30 septembre 1991. Les Américains l'ont ramené au pouvoir le 15 octobre.

A la demande pressante de la Mai-

son-Blanche, désireuse de rassurer la bourgeoisie haïtienne, il s'était publiquement engagé à ne pas chercher à compenser les trois années perdues et à quitter ses fonctions en février 1996. Mais la situation est maintenant beaucoup plus floue.

Le 31 mars, lors de la visite du président Bill Clinton à Port-au-Prince, le porte-parole de la Maison-Blanche, Michael McCurry, avait fait état de « pressions » des partisans de M. Aristide pour qu'il reste au pouvoir trois ans de plus.

Certains opposants de M. Aristide estiment même que le véritable enjeu des prochaines élections locales et législatives est de savoir si M. Aristide disposera dans le nouveau Parlement d'une majorité des deux tiers, requise pour amender la Constitution.

Début avril, les partis d'opposition ont multiplié leurs accusations contre le pouvoir, parlant d'une « mainmise » du mouvement Lavalas (courant créé dans les années 80 par M. Aristide) sur le scrutin afin de le truquer. Le terme « lavalas » désigne en créole une trombe d'eau.

À la suite de ces plaintes, le Conseil électoral provisoire, dominé par des partisans de M. Aristide, a décidé un

report de trois semaines du scrutin, fixé désormais au 25 juin pour le premier tour et au 16 juillet pour le second.

Pour le Dr Antoine Joseph (centriste), ancien président de la Chambre des députés, le scénario est déjà écrit : dès les résultats proclamés, « le peuple descendra dans la rue pour demander à Aristide de rester trois ans de plus » et la nouvelle majorité se sentira obligée de « donner suite aux revendications populaires ».

Un conseiller du chef de l'État, qui a requis l'anonymat, estime que la plupart des partis et des politiciens d'opposition ont perdu leur crédibilité auprès de la population en se compromettant avec le régime militaire. Les procès d'intention faits au pouvoir, déclare-t-il à l'AFP, sont dus au fait que ces partis savent n'avoir aucune chance.

Mais il admet aussi que l'idée de maintenir M. Aristide au pouvoir trois ans de plus progresse chez les lavalassiens.

« Si les élections sont une victoire triomphale des lavalassiens, cette pression (sur M. Aristide) existera », dit-il, envisageant tout à fait que cela prenne la forme d'un amendement constitutionnel.

Lorsque la question lui a été posée, M. Aristide, assure-t-il, a pour l'instant toujours refusé de dire comment il réagirait. Mais le problème est aussi de savoir ce que ferait Washington.

« Je ne pense pas que les Américains seraient très contents. Ils veulent un successeur plus docile », affirme ce conseiller présidentiel, selon lequel les États-Unis ont « les moyens de contrer » un tel scénario.

À Washington, un responsable américain a refusé de dire comment les États-Unis réagiraient si M. Aristide essayait de rester au pouvoir trois ans de plus.

M. Clinton avait clairement montré le 31 mars que les États-Unis s'en tenaient au schéma prévu en indiquant qu'ils aideraient à garantir des élections libres et honnêtes « d'abord en juin, puis en décembre ».

Les États-Unis s'attendent en tout cas à un triomphe lavalassien lors des élections législatives. « Il ne faut pas être devin » pour savoir que les partisans de M. Aristide vont « remporter la majorité », indique un responsable américain à Port-au-Prince, qui évoque même la possibilité d'un « raz-de-marée ».



Le «Musée du génocide»

Des visiteurs étrangers de passage à Phnom Penh, au Cambodge, peuvent voir au « Musée du génocide » les photographies de plusieurs victimes du régime de terreur des Khmers rouges qui a ensanglanté ce pays au cours des années 1970. Plus de 14 000 personnes ont alors été torturées puis exécutées. Certaines d'entre elles ont été photographiées par leur bourreau avant leur mort.

PHOTO REUTERS

Les Turcs tuent 446 rebelles kurdes dans le nord de l'Irak

d'après AFP

ANKARA

Au total 446 rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan ont été tués depuis le début le 20 mars de l'opération de l'armée turque dans le nord de l'Irak contre les « terroristes du PKK », a annoncé hier un porte-parole militaire turc, le colonel Dogu Silahcioglu.

Dans un communiqué publié à Diyarbakir (sud-est), le porte-parole a indiqué qu'un groupe de 19 rebelles kurdes qui tentaient de fuir la zone d'opération ont été tués dans la nuit de jeudi. Il a ajouté que deux militaires turcs ont été tués et deux autres blessés lors de ces combats, portant les pertes chez les Turcs à 41 tués depuis le 20 mars.

Les troupes turques continuent leur contrôle de toute la zone d'opération et les recherches s'y poursuivent, selon le porte-parole.

« L'Opération Acier », lancée avec 35 000 hommes, vise à anéantir les campements du PKK dans le nord de l'Irak, qu'il utilisait comme base arrière pour ses attaques contre des objectifs turcs et le soutien logistique de ses militants réfugiés dans les montagnes en Turquie.

La Turquie a effectué un retrait partiel le week-end dernier en retirant 3000 hommes d'Irak, qui avaient « achevé leur mission ».

Le chef du PKK, Abdullah Ocalan, a démenti ce bilan et affirmé que les troupes turques n'avaient détruit aucune base de sa formation dans le nord de l'Irak.

Dans une interview publiée hier par le quotidien arabe *al-Charg al-Awsat*, datée de la plaine de la Bekaa (est du Liban, sous contrôle syrien), « Apo » a affirmé que ses pertes étaient de « 30 à 40 hommes », alors que celles de l'État turc s'élevaient à « plus de 1000 morts ».

Dans une autre interview, au quotidien arabe *al-Hayat*, le chef kurde s'est, de nouveau, déclaré prêt au « dialogue sans condition pour une solution politique » avec la Turquie, mais aussi au « jihad » (guerre sainte) contre Ankara.

Les autorités turques rejettent toute idée de négociation avec le PKK, qu'elles considèrent comme « une organisation terroriste ». Elles ont appelé maintes fois les militants du PKK, y compris Ocalan, à « déposer les armes et se rendre à la justice turque ».

« Le terrorisme est en déclin. (...) Dans les jours à venir, il entrera dans la phase de dissolution », a affirmé pour sa part le ministre turc de l'Intérieur Nahit Mentese.

« Les pays étrangers comprennent mal ou ne veulent pas comprendre notre lutte (contre le PKK). En Turquie, il n'y a pas une lutte ethnique », a dit M. Mentese, critiquant ainsi la position prise en Occident contre l'intervention turque dans le nord de l'Irak.

Parallèlement, les forces de l'ordre turques poursuivent leurs opérations contre le PKK en Turquie. Au total, 19 maquisards kurdes ont été tués hier lors d'opérations dans les régions de Batman et Siirt (sud-est), selon la super-préfecture de Diyarbakir chargée de coordonner la lutte contre le PKK.

Par ailleurs, 15 personnes, dont le neveu d'Abdullah Ocalan, ont été arrêtées lors d'opérations policières à Adana (sud, à forte population kurde) contre des militants de la rébellion.

Mehmet Kaser, 31 ans, neveu d'Apo, et 14 autres « terroristes séparatistes », accusés d'avoir préparé des actes de sabotage contre des objectifs économiques à Ceyhan et à Yumurtalik, ont été arrêtés, selon un communiqué de la préfecture d'Adana.

Ces localités abritent des installations pétrolières et le plus grand terminal pétrolier turc, où aboutit le double oléoduc irako-turc en provenance des champs pétroliers de Kirkouk (nord de l'Irak).

► REPÈRES □ Afrique du Sud

Le renvoi de Winnie

CATHERINE ABBATI

de l'Agence France-Presse

JOHANNESBURG

■ La saga « Mandela contre Mandela » est revenue à la case départ avec l'annonce hier que Winnie Mandela était définitivement limogée du gouvernement sud-africain d'unité nationale par son époux Nelson Mandela.

« Après mûre réflexion et conformément aux pouvoirs qui me sont conférés par la Constitution, j'ai décidé de mettre fin aux fonctions » de vice-ministre des Arts, de la Culture, des Sciences et de la Technologie de Mme Mandela, a déclaré le chef de l'État.

Le président a ainsi mis un terme à la confusion entourant le sort de l'ancienne « Mère de la Nation », renvoyée du gouvernement une première fois le 27 mars puis, après son attaque en justice, réintégré mercredi pour des raisons de procédures.

Mais le gouvernement ne sort pas grandi de ces faux pas qui ont fait les gorges chaudes de la minorité blanche et ont valu au président d'être qualifié de chef d'une « république bananière ». Il n'est pas davantage à l'abri d'une nouvelle contre-attaque de Mme Mandela, qui n'a jamais été femme à baisser les bras.

Elle l'a prouvé ces dernières semaines : d'abord en traînant la police devant la justice pour obtenir, avec succès, l'annulation des mandats utilisés le 1er mars pour perquisitionner son domicile et ses bu-

reaux. Elle a ainsi récupéré les documents saisis et mis une sourdine aux accusations de corruption dont elle était l'objet.

Puis en attaquant son époux en justice, avec l'appui de son pire ennemi, Mangosuthu Buthelezi, leader de l'Inkatha et ministre des Affaires intérieures, qui n'avait pas été consulté en bonne et due forme sur son renvoi. L'erreur a été réparée jeudi soir.

Informée jeudi soir de son nouveau limogeage, la passionaria sud-africaine n'avait pas réagi hier après-midi.

Dans son bras de fer avec son époux, séparé d'elle depuis 1992 — deux ans après qu'il eut été libéré de 27 ans de prison —, elle n'a donné aucun signe de vouloir faire marche arrière, refusant de démissionner, comme le lui conseillaient certains de ses amis.

Sommé de rendre publics les motifs de sa disgrâce, le président n'a pas davantage cédé. Il a affirmé qu'il n'avait pas à justifier une « décision politique » prise, a-t-il répété, dans l'intérêt d'une « bonne gestion gouvernementale et dans celui du pays ».

Le Congrès national africain (ANC) dont Mme Mandela avait été parmi les dirigeants élus le plus facilement lors de la conférence nationale de décembre, a apporté à « soutien sans équivoque » à l'action du chef de l'État. « Quel que soit son prestige, sa popularité ou son passé, aucun individu n'a le droit de se mettre en dehors de la discipline la plus élémentaire », a-t-il ajouté.

Pour avoir largement contribué à la libération de son époux et personnellement payé de son combat contre l'apartheid, Mme Mandela a toujours bénéficié d'une énorme popularité auprès des Noirs les plus pauvres.

À 61 ans, la « reine de la controverse » — selon l'expression d'un journal sud-africain — a survécu à tous les scandales : ses déclarations à l'empereur, ses erreurs de gestion, sa vie privée tumultueuse et, surtout, son rôle trouble dans le meurtre d'un adolescent en 1989 ne lui ont jusqu'à présent pas coûté l'appui des déshérités.

En 1992, quand M. Mandela s'est séparé d'elle, et qu'elle a été condamnée pour complicité d'enlèvement de l'adolescent, on l'a crue finie.

Mais elle a petit à petit remonté la pente, avançant ses pions au sein des SANCO, les organisations civiques de base des townships, dont elle a été élue vice-présidente en 1993, de la puissante Ligue des femmes de l'ANC, qu'elle préside depuis la même année, ainsi qu'au sein de l'organisation des leaders traditionnels, la CONTRALESA.

Certains pensent qu'elle est, cette fois, allée trop loin en s'en prenant directement à son époux, un des chefs d'État les plus respectés et dont rien ne semble pouvoir entamer la popularité en Afrique du Sud.

D'autres redoutent qu'elle utilise à son profit les frustrations des Noirs, voire qu'elle claquer la porte de l'ANC pour fonder son propre mouvement.

« La possibilité qu'elle devienne un jour présidente du pays n'est pas exclue », a déclaré au Star M. Buthelezi.

Clinton se félicite des propos de Robert McNamara

d'après AFP
WASHINGTON

■ Le président Bill Clinton estime que le livre dans lequel l'ancien secrétaire à la Défense, Robert McNamara, affirme que la guerre du Vietnam était une erreur, «justifie» l'attitude de tous ceux qui, comme lui, avaient fait campagne contre l'intervention militaire américaine, a indiqué hier la Maison-Blanche.

M. Clinton a exprimé cette opinion, jeudi, lors d'une brève conversation avec deux journalistes de la chaîne câblée CNN après l'enregistrement d'une interview diffusée dans la soirée, a précisé le porte-parole de la Maison-Blanche, Michael McCurry, qui en a été témoin. Les caméras avaient alors cessé de tourner et les sténographes qui recueillent tous les propos publics du président avaient quitté les lieux.

Selon M. McCurry, M. Clinton a estimé que les arguments de M. McNamara «justifient sans aucun doute les vues de millions d'Américains, dont le président Clinton, selon lesquelles la guerre du Vietnam a été un épisode malheureux de l'histoire des États-Unis et ceux qui se sont opposés à la guerre avaient de bonnes raisons pour le faire».

Alors étudiant, M. Clinton avait fait campagne à la fin des années 60 contre l'intervention américaine au Vietnam, organisant même certaines manifestations à Oxford (Grande-Bretagne), où il était étudiant. Cette opposition active contre la guerre lui est encore reprochée par les secteurs les plus conservateurs.

Clinton avait échappé au service militaire

De nombreux analystes estiment toutefois que le vrai problème est la manière dont il avait alors manœuvré pour échapper au service militaire et ne pas aller au Vietnam. Il avait été hanté par cette question durant sa campagne à la Maison-Blanche de 1992, se contredisant à plusieurs reprises et niant avoir écrit à un officier de réserve pour se faire «pistonner». Une copie de la lettre en question a toutefois été retrouvée depuis.

M. Clinton a, aussi, déclaré à CNN qu'il avait fallu «beaucoup de courage» à M. McNamara pour écrire ce livre, dans lequel l'ancien secrétaire à la Défense des présidents Kennedy et Johnson, considéré comme le principal artisan de l'intervention américaine dans ce conflit, reconnaît avoir fait fausse route.

Les gouvernements démocrates de l'époque avaient certes «agi conformément à ce que nous pensions être les principes et traditions» des États-Unis, mais «nous avions tort, complètement tort», affirme M. McNamara dans ce livre.

M. McNamara a expliqué sur la chaîne de télévision ABC qu'il était resté silencieux sur la guerre du Vietnam, alors que celle-ci n'était pas achevée, car il craignait qu'un faux pas des États-Unis provoque une nouvelle guerre mondiale.

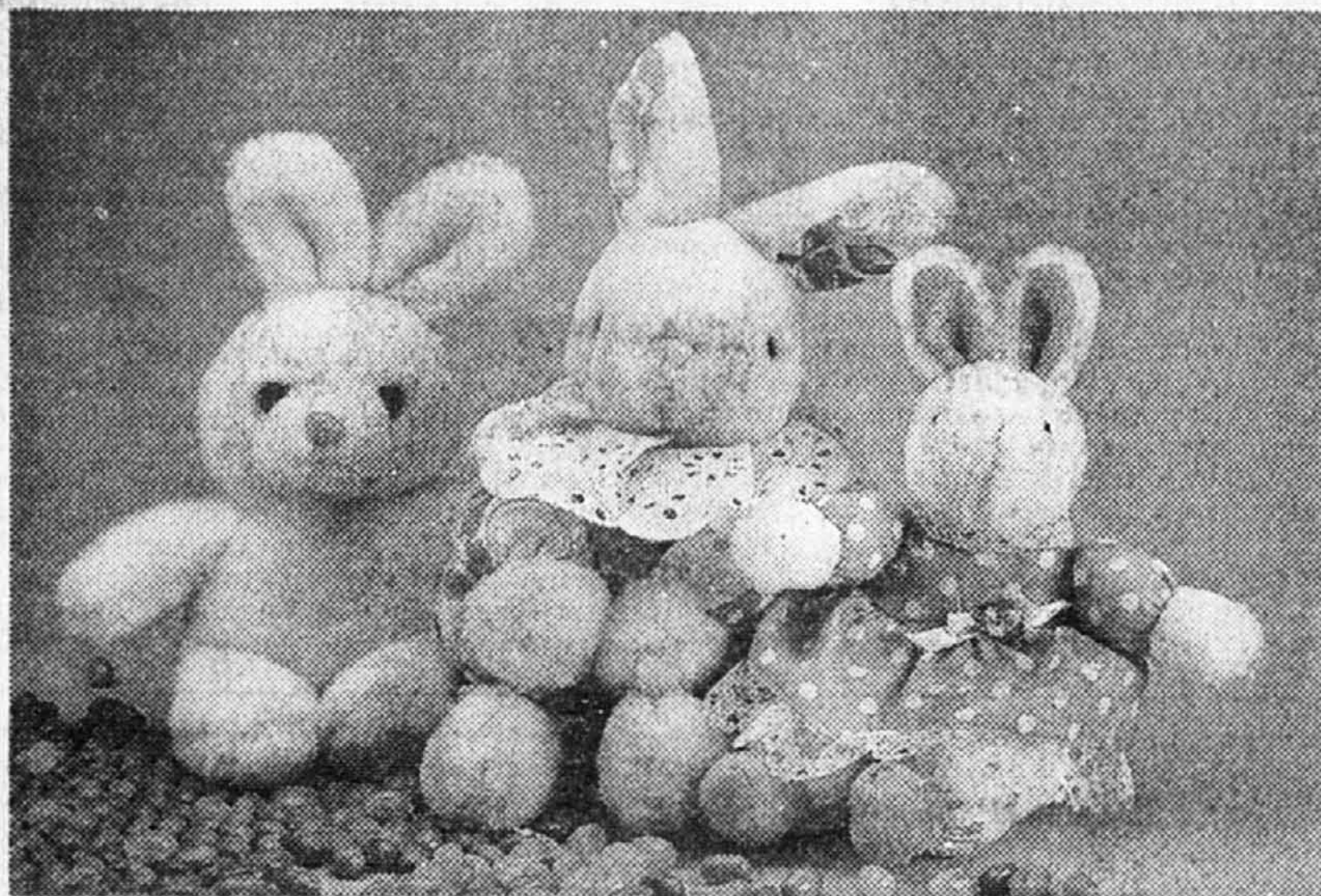
Il a expliqué que, alors même qu'ils savaient cette guerre perdue d'avance, les dirigeants américains ont refusé de changer de cap pour ne pas donner l'impression de fléchir, car ils craignaient que l'Union Soviétique et la Chine en profitent pour aggraver l'Occident.

«Nous pensions que des millions de gens sont morts car les Occidentaux n'avaient pas réagi suffisamment tôt aux menaces d'Adolf Hitler», durant la Deuxième Guerre mondiale, a-t-il dit.

Nous avions de bonnes raisons pour avoir dit non à la guerre du Vietnam déclare Bill Clinton.

*Aujourd'hui et lundi !
Dites adieu aux faces de carême !*

Les Aubaines mystère sont de retour!



10 % À 25 % de rabais

VASTE CHOIX* D'ARTICLES
À PRIX ORDINAIRE, DE SOLDE
OU DE LIQUIDATION!

- Vêtements (sauf les chemises de ville pour homme), accessoires mode et chaussures (sauf les chaussures Brown) pour femme, homme ou enfant
- Bijoux mode • Appareils électriques d'hygiène personnelle • Articles ménagers • Articles de sport
- Lampes • Friandises et plus encore!

*Liste complète des exceptions en magasin et au verso de la carte Aubaines mystère.

50 % de rabais

Sur le prix ordinaire de ces articles : bijoux en or 10 ct ou 14 ct (sauf les bijoux en or dont le prix vedette se termine par 99 c et les bagues), matelas et sommiers (sauf les matelas et sommiers L'avantage des meilleurs prix*), vaisselle de porcelaine Royal Albert et les batteries de cuisine à plus de 250 \$ ainsi que les articles suivis assortis.

Les rabais Aubaines mystère de 10 % à 25 % et de 30 % à 50 % ne s'appliquent pas à cette offre spéciale.

Les rabais Aubaines mystère de 10 % à 25 % et de 30 % à 50 % ne peuvent être combinés entre eux.
Cet événement Aubaines mystère n'a cours que dans la province de Québec.



la **Baie**

Compagnie de la Baie d'Hudson

L'AVANTAGE DES MEILLEURS PRIX®

30 % À 50 % de rabais

UN BEL ASSORTIMENT
D'ARTICLES À PRIX ORDINAIRE!

- Chemises de ville pour homme • Montres
- Bijoux en perles de culture, rondes ou d'eau douce
- Bijoux en jade • Gravures • Oreillers
- Serviettes • Articles-cadeaux du rayon de la verrerie • Verres à pied
- Linge de table et bien plus encore!

*Liste complète des exceptions en magasin et au verso de la carte Aubaines mystère.

Pas de TPS**

Sur le prix ordinaire de ces articles : tous les gros électroménagers de marques nationales, matelas et sommiers L'avantage des meilleurs prix*, aspirateurs, fours à micro-ondes, produits de traitement de l'air, téléviseurs, magnétoscopes, caméscopes, chaînes stéréo et meubles Home Studio.

**Nous vous accorderons un rabais équivalant à la TPS.

Les rabais Aubaines mystère de 10 % à 25 % et de 30 % à 50 % ne s'appliquent pas à cette offre spéciale.

Protégez-vous du mal!



Freins antiblocage aux quatre roues.
Deux sacs gonflables.
Zones de déformation. Poutrelles latérales.
Notre petit diable n'a jamais été aussi sage.

SUNFIRE



PONTIAC
LA PASSION DE CONDUIRE